

ad f

A F R I C A D E F E N S E F O R U M

ADHÉRER À UN CODE

Les armées africaines
s'engagent dans la
transformation du
secteur de la sécurité

Forger des
partenariats
public-privé

L'intégration des
femmes ne se limite
pas à de simples
chiffres

PLUS

Une conversation avec le vice-amiral Mathew Quashie, chef d'état-major des armées du Ghana



50

articles

8 La réforme du secteur de la sécurité : Introduction

La RSS offre stabilité aux gouvernements et protection aux civils.

14 Le Ghana adopte une approche centrée sur la population

Le vice-amiral Mathew Quashie, chef d'état-major des armées du Ghana, s'est entretenu avec *ADF*.

18 La crise chez soi

La sécurité centrée sur la population considère la défense d'un autre point de vue.

28 Le pétrole et l'eau

Un engagement à l'égard des principes volontaires sur la sécurité au Ghana contribue à protéger à la fois la richesse tirée du pétrole et un mode de vie.

34 Codes de conduite

Les pays africains dépassent leurs frontières en adoptant des normes pour leurs armées et leurs polices.

38 Miliciens ou alliés ?

Les professionnels de la sécurité pèsent le pour et le contre d'une collaboration avec des acteurs non-étatiques de la sécurité.

44 La Sierra Leone montre la voie pour la réforme du secteur de la sécurité

La renaissance du pays suite à la guerre civile établit une nouvelle norme pour la reconstitution de l'armée.

50 Des soldats, pas des chiffres

L'intégration des femmes dans les armées africaines doit aller au-delà des quotas et des rôles traditionnels.



rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



***Africa Defense Forum
est à présent disponible
en ligne.***

Veillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com



EN COUVERTURE :

Un soldat des forces spéciales de la Côte d'Ivoire défile à Abidjan au cours de la cérémonie commémorative du 54e anniversaire de l'Indépendance du pays le 7 août 2014.

REUTERS

Au cours des deux dernières décennies, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) est apparue comme un moyen essentiel pour promouvoir la paix et la stabilité en Afrique. Aujourd’hui, un nouveau concept connu sous le nom de transformation vers un secteur de la sécurité centré sur la population (TSS), cherche à faire progresser les choses en établissant des liens entre le secteur de la sécurité d’un pays et la société au sens large. Il vise à mettre l’accent sur la condition socio-économiques des individus et la sécurité personnelle. Pour les professionnels de la sécurité, à tous les niveaux, cela signifie qu’il faut améliorer le professionnalisme et la formation à l’éthique, encourager les partenariats civilo-militaires, soutenir la gouvernance démocratique et étudier comment répondre au mieux aux menaces quotidiennes qui pèsent sur la sécurité des citoyens.

Bien que le manque de doctrines universelles, de manuels et de modèles en matière de RSS/TSS soit décourageant, cela peut aussi être considéré comme une occasion de créer un programme adapté aux besoins et à la culture spécifique d’un pays, ce qui augmenterait les chances de succès. Les professionnels de la sécurité peuvent s’inspirer d’études de cas, comme celles sur la Sierra Leone et le Liberia, pour s’assurer que les bonnes pratiques soient consolidées et les mauvaises évitées.

La RSS/TSS n’est pas facile à mettre en œuvre ou à entretenir. Les leaders politiques et les responsables du secteur de la sécurité doivent collaborer pour établir une feuille de route pour la RSS/RST, qui soit crédible et holistique. Ils doivent aussi avoir la volonté politique de la mener à bien. La communication entre les autorités civiles et les professionnels de la sécurité, le respect des droits de l’homme et les partenariats avec les principaux dirigeants locaux, sont tous nécessaires au succès. Des réformes efficaces aideront à former des gouvernements responsables et des cadres du secteur de la sécurité qui fourniront une base au développement et aux opportunités économiques.

| Personnel de l’état-major unifié des États-Unis pour l’Afrique



Des policiers ougandais s’apprêtent à embarquer à bord d’un avion des Nations Unies à Mogadiscio, en Somalie, après avoir servi pendant un an en tant qu’unités de police constituées, dans le cadre de la Mission de l’Union africaine en Somalie. AFP/GETTY IMAGES



La transformation du secteur de la sécurité

Volume 7, 4e trimestre

L’ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L’AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER



U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum

Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM

GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l’état-major unifié des États-Unis pour l’Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d’un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d’aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l’équipe d’ADF, tout autre contenu est noté avec la source d’origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Le Burundi s'engage *dans* la réforme du secteur de la sécurité

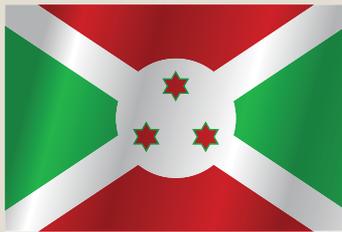


PERSONNEL D'ADF

Le général de division Cyprien Ndikuriyo

du ministère de la Défense et des Anciens Combattants burundais, s'est exprimé, le 24 juin 2014, au symposium académique organisé par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la Paix, à Accra, Ghana. Voici un extrait de ses propos, résumés pour des raisons d'espace.

Suite à une période récente d'instabilité interne, le Burundi s'est engagé dans une transition politique importante qui vise à rétablir les conditions d'une paix et d'une stabilité durables.



Parallèlement, l'environnement sécuritaire à l'intérieur même du Burundi, dans l'ensemble de la région d'Afrique centrale et dans le monde entier est en pleine mutation. De nouveaux défis sécuritaires affectant l'État et la population du Burundi émergent, qui exigeront de nouvelles réponses. Cela nécessitera que les forces de défense du Burundi et les autres acteurs de sa sécurité s'adaptent à cet environnement, à la fois instable et imprévisible, afin qu'ils puissent accomplir efficacement leurs rôles et responsabilités.

Pour y parvenir, le gouvernement de la République du Burundi a pris la décision de mener une « étude stratégique » pour réviser son système de défense nationale. L'approche que le Burundi a adoptée a été influencée par l'émergence d'un concept plus large de la sécurité au cours des dernières années au niveau international.

La revue de la défense du Burundi avait trois objectifs principaux :

- Premièrement, développer une entente partagée entre le gouvernement et les agences chargées de la sécurité sur l'environnement sécuritaire actuel et futur au Burundi, les besoins de la population en matière de sécurité et les principaux défis auxquels le pays doit faire face. Il est dans l'intérêt de toutes les parties concernées de développer une vision commune de la sécurité nationale.
- Deuxièmement, clarifier les rôles et les missions spécifiques de la Force de Défense Nationale (FDN) pour répondre à ces besoins et défis de sécurité, déterminer comment son rôle peut être coordonné au mieux avec celui des autres acteurs de la sécurité.
- Troisièmement, identifier les capacités institutionnelles et opérationnelles nécessaires permettant à la FDN d'accomplir efficacement ses rôles et ses missions.

L'approche doit être globale, avec pour point de départ une compréhension globale et multidimensionnelle du

concept de défense, qui fasse de la protection de la population un principe fondamental. L'approche doit être holistique, incluant la participation des nationaux dans la conception, la formulation et la mise en œuvre des programmes ainsi que le suivi-évaluation. Elle doit être inclusive, impliquant toutes les parties prenantes pertinentes du secteur de la sécurité, celles au sein du gouvernement, ainsi que les parties prenantes en dehors du gouvernement. Enfin, elle doit être transparente, avec une conduite des discussions ouverte et une diffusion aussi large que possible des résultats de chaque étape du travail parmi les parties prenantes concernées, y compris le cas échéant, la population.

Les succès ne sont pas garantis d'avance dans la RSS. Toutes les expériences comparables ont connu des revers et des échecs et restent mitigées. L'essentiel est de réduire les facteurs de risque et les causes de ces échecs. C'est, entre autres raisons, pourquoi il faut insister sur la volonté politique, le cadre stratégique, l'appropriation et la mise en œuvre rapide des processus de réforme.



Des soldats burundais arrivent à l'aéroport de Bangui, en République centrafricaine, en décembre 2013, pour participer aux opérations de maintien de la paix en vue de rétablir la sécurité dans le pays. AFP/GETTY IMAGES

Si le Burundi a terminé la revue de sa défense, la tâche de mise en œuvre ne fait que commencer. Ce processus sera long, complexe et politiquement difficile. Pour maintenir la dynamique de changement dans le secteur de la sécurité, le gouvernement doit s'approprier les produits issus de la revue de la défense, y compris la nouvelle Politique nationale de défense et le Livre blanc, communiquer clairement sa vision du changement à la FDN, aux autres agences de sécurité et à la population, et enfin préparer efficacement sa mise en œuvre.

Cependant, l'appropriation nationale reste le facteur clé de succès, car sans appropriation il y a risque de ne pas capitaliser les acquis. L'appropriation est le gage de la durabilité.



DES ENFANTS KENYANS REÇOIVENT DES ORDINATEURS SUR UNE CLÉ

L

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

es entrepreneurs Nissan Bahar et Franky Imbesi élargissent l'accès aux ordinateurs en fournissant un système opératoire sur une clé USB portable. Ils sont en train de tester le projet dans les bidonvilles de Nairobi, au Kenya, et ils espèrent générer 150.000 abonnements dans le pays.

La clé USB Keepod va redonner vie à des ordinateurs anciens et permettre aux usagers de vivre leur propre expérience informatique — avec présentation du bureau, programmes et données — à une fraction du coût que représenterait la fourniture d'un ordinateur portable, d'une tablette ou de tout autre dispositif à chaque utilisateur.

Les deux entrepreneurs se sont associés à LiveInSlums, une organisation non gouvernementale travaillant à Mathare, un quartier de Nairobi, pour introduire les lecteurs flash à la WhyNot Academy.

Nissan Bahar et Franky Imbesi ont acheté un routeur et une carte SIM pour connecter les salles de classe à Internet en mars 2014. Ils ont également apporté cinq ordinateurs portables anciens délestés de leurs disques durs. Ils ont donné à chacun des enfants une clé USB Keepod que ceux-ci peuvent garder et ont expliqué qu'ils pourraient démarrer directement les ordinateurs usagés à partir de leurs lecteurs flash. Chaque clé Keepod de 8

gigaoctets comprend une version particulière du bureau du système d'exploitation Android 4.4 de Google. Même si un Keepod est infecté par un logiciel malveillant, celui-ci ne devrait pas se répandre dans l'ordinateur hôte.

Les Keepods rendent n'importe quel ordinateur aussi simple à utiliser qu'un smartphone, avec des icônes affichées pour chaque tâche ou site Web sauvegardé. Chaque Keepod chiffre mémorise les paramètres, mots de passe et sites Web visités de son propriétaire, et stocke les fichiers et programmes téléchargés. « Chaque enfant verra ses propres fichiers et applications apparaître exactement de la même manière chaque fois, sans avoir besoin de mémoriser de nombreux mots de passe », explique Nissan Bahar.

Le but est que les clés Keepod finissent par se vendre de manière autonome. Nissan Bahar et Franky Imbesi souhaitent que des travailleurs locaux achètent les lecteurs flash sur le marché libre, qu'ils installent le système d'exploitation et quelques applications essentielles, et les vendent en faisant un petit bénéfice.

Le prix de 7 dollars inclut environ 2 dollars de profit sur chaque dispositif, pour contribuer à couvrir les frais salariaux et d'expansion du projet. La jeune pousse prévoit également de fournir une installation de sauvegarde Keepod, offrant ainsi un moyen de protéger les propriétaires contre la perte de leurs fichiers si la clé USB est perdue ou devient corrompue.

Les élèves de la WhyNot Academy de Mathare, un quartier de Nairobi, au Kenya, travaillent sur un ordinateur portable en utilisant un Keepod, une clé USB qui procure à chaque élève une expérience informatique unique en son genre. KEEPOD

Le Liberia sur la crête
d'une vague au moment où

LA PRATIQUE DU SURF prend son envol

AGENCE FRANCE-PRESSE

Sourire aux lèvres, Sam Brown Jr. lève son pouce en signe d'approbation et saute prestement sur sa longue planche de surf, apprivoisant la vague monstrueuse qui se dresse derrière lui. Le jeune Libérien de 21 ans a rejoint les passionnés de surf de plus en plus nombreux dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest, attirés par l'un des derniers paradis encore intacts pour pratiquer ce sport.

Le tourisme lié au surf reprend lentement son élan à un moment où le pays commence à acquérir une certaine réputation à cause de ses parfaits « point breaks à gauche » (ces lieux où les vagues se brisent au large), ses plages spectaculaires et ses eaux chaudes.

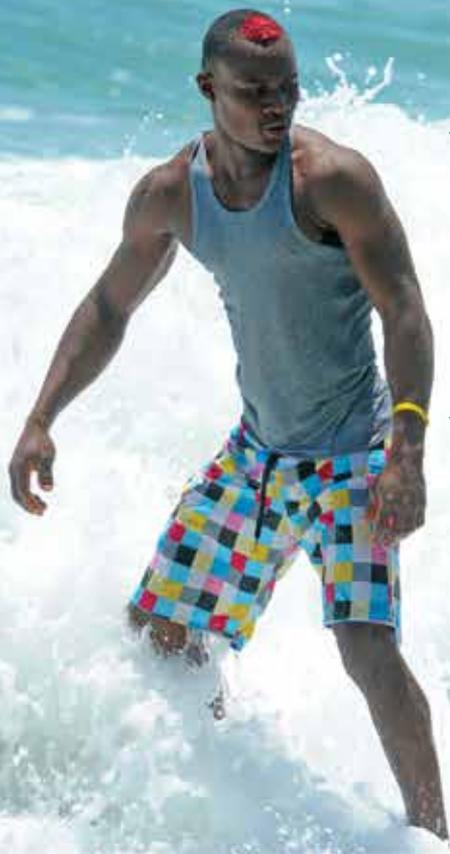
La légende veut que les premiers surfeurs soient apparus au Liberia dans les années 70, mais il a fallu attendre qu'un film sur ce sport remporte des prix à des festivals en 2008 pour qu'un flux régulier de touristes commence à s'y rendre.

Sliding Liberia, tourné au Liberia en 2006 par Nicholai Lidov et Britton Caillouette, deux étudiants en cinéma américains, relate l'histoire d'Alfred Lomax, devenu le premier surfeur du pays après avoir trouvé une planche de bodyboard dans une décharge de Monrovia alors qu'il tentait d'échapper à des rebelles.

« Nous ne connaissons rien au surf au Liberia durant la guerre, » rappelle Sam Brown Jr., faisant allusion aux guerres civiles ayant éclaté entre 1989 et 2003 et qui ont fait plus de 200.000 victimes. « Ce sont les touristes qui ont introduit ce sport au Liberia. » Lorsqu'ils viennent, nous nous asseyons avec eux et ils nous parlent du sport et nous écoutons. »

Les meilleures vagues du Liberia se trouvent autour de Robertsport, le village de Sam Brown, à proximité de la Sierra Leone, sur la péninsule de Cape Mount. Une profonde fosse sous-marine est à l'origine de cinq spots parfaits, et l'on peut se rendre à pied de l'un à l'autre.

De l'hémisphère sud gonfle la houle de l'océan Atlantique, se jetant contre la côte en formant un rouleau parfait que les surfeurs surnomment le « pipeline », sur lequel ils peuvent glisser sur au moins 200 mètres.



Un surfeur libérien sur sa planche de surf en mai 2014 à Robertsport. Après une décennie de paix, le Liberia, offrant les meilleures vagues de l'Afrique, devient une destination de prédilection pour les surfeurs.

AFP/GETTY IMAGES

L'Éthiopie a les yeux rivés vers les étoiles et ambitionne de devenir un centre des sciences de l'espace

JAMES JEFFREY/IPS AFRICA

Dans les monts Entoto, les ouvriers mettent la dernière main au premier observatoire d'Éthiopie. Pour les scientifiques, l'étude des étoiles et des galaxies sera décisive pour le développement de cette nation.

« La technologie spatiale est souvent considérée comme un luxe que seuls peuvent se permettre les pays développés », constate Solomon Belay, le directeur de l'Observatoire et Centre de recherche d'Entoto, lequel a coûté 4 millions de dollars. « Mais en réalité c'est une nécessité fondamentale et vitale pour le développement. »

La topographie et le climat de l'Éthiopie en font un endroit idéal pour accueillir des observatoires astronomiques. Un autre observatoire devrait voir le jour près de la localité historique de Lalibela.

Les observatoires procureront des installations de formation et de recherche aux étudiants de 33 universités éthiopiennes et attireront des universitaires et scientifiques du monde entier. L'Éthiopie espère devenir un jour un centre mondial pour l'astronomie et la recherche.

L'Observatoire d'Entoto est équipé de deux télescopes de 1 mètre de diamètre. Chacun pèse 6 tonnes et a coûté 1,5 million de dollars. C'est le résultat du travail effectué par la Société éthiopienne des sciences de l'espace (ESSS).

À ce jour, seule une poignée de pays africains – tels que l'Égypte, le Maroc, le Nigéria et l'Afrique du Sud – dispose de programmes spatiaux ayant lancé des satellites. Toutefois, il y a des chances qu'ils fassent bientôt des émules. En plus de l'Éthiopie, le Ghana et l'Ouganda ont récemment établi des programmes de recherche spatiale, et on estime que quelques années s'écouleront avant qu'ils n'envoient des satellites dans l'espace.

L'Observatoire d'Entoto a l'ambition de proposer des formations de maîtrise et de doctorat en astronomie observationnelle et en astronomie théorique, en sciences de l'espace, et en observation de la Terre.

L'ESSS s'efforce de persuader le gouvernement d'envoyer des satellites éthiopiens dans l'espace dans les dix années à venir. Ceux-ci pourraient améliorer les télécommunications et observer en permanence les facteurs influant sur l'extraction minière, l'agriculture et la construction des infrastructures.

En 2015, un satellite de petite taille conçu et construit à l'Institut de technologie d'Addis-Abeba deviendra le premier satellite éthiopien dans l'espace, lancé en compagnie de 49 autres satellites dans le cadre du projet européen QB50.



Solomon Belay, à droite, le directeur de l'Observatoire et Centre de recherche d'Entoto, montre l'un des deux télescopes de l'observatoire installé dans les monts Entoto. JAMES JEFFREY/IPS

LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ



INTRODUCTION

LA RSS OFFRE STABILITÉ AUX GOUVERNEMENTS ET PROTECTION AUX CIVILS

PERSONNEL D'ADF
PHOTOS ASSOCIATED PRESS

Les dirigeants qui se penchent sur la nécessité de réformer le secteur de la sécurité (RSS) n'ont pas besoin d'aller chercher plus loin que la Guinée-Bissau, petit pays d'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, ce pays de 1,7 million d'habitants est surtout connu comme narco-État, pour l'impunité avec laquelle les narcotrafiquants sud-américains peuvent y introduire de la cocaïne et l'acheminer vers l'Europe.

La Guinée-Bissau a été en proie à l'instabilité depuis l'obtention de son indépendance du Portugal, en 1974. Aucun de ses présidents n'y a mené à bien son mandat. L'Union européenne a commencé une RSS en 2008, mais a suspendu son intervention deux ans plus tard à la suite d'un coup d'État. Selon le Centre de ressources pour la réforme du secteur de la sécurité, rien qu'entre 2009 et 2012, il y a eu six assassinats politiques majeurs et trois tentatives de coup d'État.

Quatre mois après la mort du président Malam Bacai Sanhá, de cause naturelle, en janvier 2012, des soldats bissau-guinéens ont arrêté le principal candidat à la présidence et ont pris le contrôle du gouvernement et des médias. Quelques mois plus tard, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a collaboré avec le gouvernement de transition pour mettre en place un plan incluant la RSS, ravivant ainsi l'espoir que l'intransigeance passée ferait place à une véritable réforme. Naturellement, le scepticisme demeure.

À l'inverse, dans la région des Grands Lacs, le Burundi a remporté un certain succès dans ses efforts

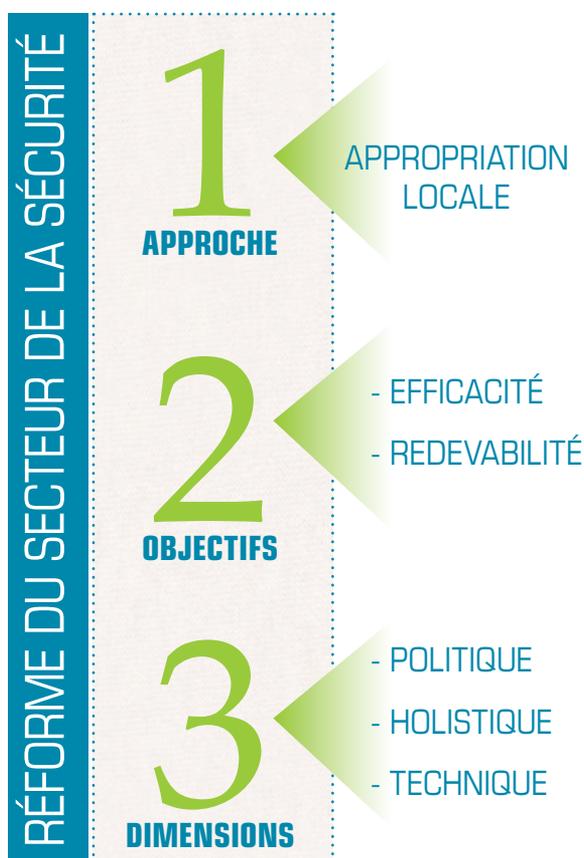
Deux soldats sud-africains regardent la photo qu'ils ont prise devant la statue de Nelson Mandela à Pretoria. L'Afrique du Sud a enregistré des progrès notables dans la réforme du secteur de la sécurité depuis la fin de l'apartheid, en 1994.

pour mettre en place une RSS. Un panel organisé en 2012 sur la RSS en Afrique de l'Est a conclu que le Burundi était « à la croisée des chemins ». Les forces de sécurité, autrefois déséquilibrées par des questions d'ethnicité, de région et de politique se sont améliorées par le biais de l'intégration et de la démobilisation. Les Burundais servent dans la Mission de l'Union africaine en Somalie et dans d'autres missions de maintien de la paix des Nations Unies. Mais, selon un rapport de Human Rights Watch, il reste encore beaucoup à faire pour prévenir les violations des droits de l'homme et pour renforcer le contrôle civil.

La RSS est mise en œuvre à travers tout le continent : au Burundi, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Guinée Bissau, en Guinée (Conakry), au Liberia, en Libye, en Somalie et au Soudan du Sud, les actions de RSS sont en progrès et sur la voie du succès. Les pays désirant appliquer la réforme du secteur de la sécurité doivent adhérer à certains principes importants et s'engager dans un long processus exigeant beaucoup de patience et de discipline.

DÉFINITION DE LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Il n'est pas facile de définir la RSS, mais elle se caractérise par une série de principes directeurs. Des agences et organisations non gouvernementales (ONG) les ont interprétés à leur manière.



Source : « La RSS en bref : Manuel de formation à la Réforme du secteur de la sécurité », publié par l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité, une division du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées.

Selon les Nations Unies, la RSS est « un processus d'analyse, d'examen et d'application aussi bien que de suivi et d'évaluation, mené par les autorités nationales et visant à instaurer un système de sécurité efficace et responsable pour l'État et les citoyens sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'homme et de l'État de droit. »

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT), une division du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées à Genève, recense un ensemble de principes fondamentaux.

L'ISSAT explique qu'une RSS efficace s'articule autour de ces axes prioritaires : tout d'abord son **approche** se fait par l'appropriation locale. Ses **deux principaux objectifs** sont une efficacité et une redevabilité accrues. Enfin, elle possède **trois dimensions essentielles** : la sensibilité politique, une vision holistique et une complexité technique. Ces thèmes sont développés ci-après.

Appropriation locale : la réforme doit être « conçue, gérée et mise en œuvre » par les responsables de la RSS dans le pays et non par des acteurs extérieurs. Cela n'est pas synonyme d'appropriation par le gouvernement. Au contraire, elle doit impliquer des gens de tous niveaux, en particulier ceux qui n'appartiennent pas aux secteurs de la sécurité et de la justice. Cela garantit que la RSS répond aux besoins locaux et qu'elle soutient la légitimité des responsables de la sécurité et de la justice. L'ISSAT souligne ce point : « Sans appropriation locale, la RSS est vouée à l'échec. »

Efficacité et redevabilité accrues : efficacité signifie simplement améliorer la sécurité pour accroître le bien-être du pays et de ses habitants. Il existe divers moyens d'y parvenir comme acquérir des compétences par la formation, la fourniture d'équipement et l'amélioration de l'organisation et de la gestion. La redevabilité demande des freins et contrepoids pour s'assurer que les acteurs du secteur de la sécurité respectent les lois et évitent les abus. Des codes de conduite, le contrôle parlementaire, la surveillance judiciaire et civile peuvent fournir un contexte formel de redevabilité. Des groupes de la société civile, des groupes religieux, les médias et les ONG peuvent fournir un contexte plus informel. Néanmoins, selon l'ISSAT, la redevabilité ne fait pas, en général, l'objet d'une grande attention. Cela peut entraver le bon fonctionnement de la RSS et hypothéquer son succès à long terme.

Sensibilité politique, vision holistique et complexité technique : les efforts en matière de RSS sont essentiellement des actions politiques. Selon l'ISSAT, « la RSS demande une compréhension et une sensibilité politique, des capacités d'analyse, de recherche et négociation, du tact et de la diplomatie ». La RSS doit être inclusive et flexible. Le temps et la patience sont essentiels.

La RSS est une entreprise holistique qui implique de multiples participants et parties prenantes : la défense, la police, les agences de renseignement, le système judiciaire, le contrôle par le public et le gouvernement, entre autres. Par exemple, si la RSS essaye de changer les forces

LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

PERSONNEL D'ADF

Habituellement, une réforme du secteur de la sécurité (RSS) est lancée à l'issue d'un conflit. L'unité RSS du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies a commencé, ces dernières années, à appuyer le processus à tous les niveaux, généralement par le biais de missions de maintien de la paix des Nations Unies. Ces missions qui comportent toutes un élément RSS, sont représentées sur la carte.

Les Nations Unies fournissent aussi une aide par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine à Addis Abeba, en Éthiopie, et du Bureau Afrique de l'Ouest des Nations Unies à Dakar, au Sénégal. La Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie conseille le gouvernement et la Mission de l'Union africaine en Somalie sur divers sujets, y compris la RSS et la démobilisation des combattants.

L'Union africaine s'est jointe à l'effort de RSS. En janvier 2013, l'UA a adopté son « cadre conceptuel de politiques sur la réforme du secteur de la sécurité », qui cherche à établir des objectifs et des principes pour la RSS en Afrique et propose aux communautés économiques régionales, aux pays membres et à d'autres acteurs, des directives pour lancer des programmes de RSS. D'autres objectifs comprennent la fourniture de formations et de renforcement des capacités, et l'assistance dans des partenariats entre des organisations continentales et internationales.

Boubacar N'Diaye, président du Réseau africain pour le secteur de la sécurité (RASS), a déclaré que l'Union africaine encourage les pays à adopter la RSS. « Je reviens juste de RCA où notre mission était menée par l'UA pour évaluer les besoins en RSS de ce pays, a-t-il dit. L'Union européenne, le RASS et les Nations Unies aident l'Union africaine à améliorer sa capacité à poursuivre la mise en œuvre de son nouveau cadre politique. »



L'unité RSS du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies soutient des missions sur le terrain qui appuient les efforts de RSS en :

- Facilitant les dialogues nationaux
- Élaborant des politiques, stratégies et plans de sécurité nationaux
- Renforçant le contrôle, la gestion et la coordination
- Formulant une législation sur le secteur de la sécurité
- Mobilisant des ressources pour des projets liés à la RSS
- Harmonisant l'aide internationale pour la RSS
- Fournissant des programmes d'éducation, de formation et en créant des institutions
- Suivant et en évaluant les programmes et les résultats
- Entreprenant une réforme du secteur de la défense.

LÉGENDE

- | | | |
|--|---|---|
| 1. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine | 5. Bureau intégré des Nations Unies pour le maintien de la paix en Guinée-Bissau | 10. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (le Bureau est à Addis Abeba, en Éthiopie, mais il n'y a pas de RSS en cours dans ce pays) |
| 2. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali | 6. La RSS est mise en œuvre en Guinée (Conakry) par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement | 11. Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire |
| 3. Bureau des Nations Unies au Burundi | 7. Mission des Nations Unies au Liberia | 12. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (le Bureau est à Dakar, au Sénégal, mais il n'y a pas de RSS en cours dans ce pays) |
| 4. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. | 8. Mission des Nations Unies au Soudan du Sud | 13. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie |
| | 9. Mission d'appui des Nations Unies en Libye | |

Source: Les Nations Unies

ILLUSTRATION D'ADF

« C'EST UN PROCESSUS POLITIQUE, ALORS JE PENSE QUE LA PRINCIPALE CARACTÉRISTIQUE D'UNE RSS RÉUSSIE DOIT ÊTRE LA VÉRITABLE PRÉSENCE D'UNE VOLONTÉ POLITIQUE DE L'EXÉCUTER, DE LA MENER À BIEN. »

— Boubacar N'Diaye, président du Réseau africain pour le secteur de la sécurité



Des soldats de Sierra Leone répètent pour le défilé du 14 juillet 2013 à Paris. La Sierra Leone a fait de grands progrès dans la réforme du secteur de la sécurité après des années de conflit interne.

de police, elle doit impliquer les secteurs judiciaire et pénitentiaire pour assurer son succès.

La RSS est aussi complexe sur le plan technique, en ce sens qu'elle demande du savoir et de l'expérience dans de nombreux domaines, y compris les différentes branches du secteur de la sécurité, la budgétisation, la logistique, la formation et autres. Les pays s'engageant dans la RSS devront trouver un juste équilibre entre expertise politique et technique.

CARACTÉRISTIQUES D'UNE RÉFORME RÉUSSIE

Selon Boubacar N'Diaye, président du Réseau africain du secteur de la sécurité, la Guinée-Bissau a échoué dans sa RSS parce qu'il lui manque les conditions de base nécessaires pour prospérer.

« C'est un processus politique, alors je pense que la principale caractéristique d'une RSS réussie doit être la véritable présence d'une volonté politique de l'exécuter, de la mener à bien », a déclaré le Mauritanien N'Diaye. « Et lorsque ces conditions sont réunies, la RSS a généralement une chance de succès. En l'absence de cette volonté politique, les pays sont voués à rester bloqués dans un cycle interminable de conflit et d'instabilité », a-t-il ajouté.

En plus de cette appropriation, N'Diaye a ajouté que les pays doivent être en mesure de mobiliser leurs propres ressources pour effectuer le travail. « Malheureusement, beaucoup de pays africains en sont incapables et dépendent fortement, sinon entièrement, de l'aide étrangère, pour réaliser la RSS », a-t-il déclaré.

Beaucoup de pays qui ont le plus besoin de RSS sortent de conflits et de guerres civiles. En conséquence, la demande de ressources nationales – à des fins humanitaires ou infrastructurelles – peut être considérable, reléguant la RSS à l'arrière-plan. Dans certains pays, les hostilités se poursuivent, comme c'est le cas au Soudan du Sud. Bien que la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud comporte un élément de RSS, les conditions ne sont pas favorables à sa mise en œuvre.

Il faut ajouter à cela la nécessité d'une expertise compétente sur place et le soutien des membres des forces de sécurité, a expliqué N'Diaye. Le succès de la RSS repose sur l'engagement à plusieurs niveaux et il peut se passer plusieurs années avant qu'elle ne porte ses fruits et encore plus longtemps avant qu'elle ne soit achevée. Les succès de la RSS en Afrique restent un chantier permanent, a-t-il ajouté.

Le programme de l'Afrique du Sud a engrangé un certain succès parce que la volonté et la nécessité de réformer étaient fortes, au lendemain de l'apartheid, a-t-il dit. Dans une certaine mesure cela vaut aussi pour la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone. Le contexte est différent en ce sens que les deux pays ont entrepris la RSS après des années de violents conflits : la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Sierra Leone avec l'aide du Royaume-Uni. Les deux pays ont réalisé d'importants progrès, mais il

reste encore beaucoup à faire.

« Comme vous le savez, le succès est tout à fait relatif et, bien sûr, la RSS est un processus à long terme », a déclaré N'Diaye. « Et, bien entendu, il peut se produire des retournements dramatiques et des changements de situation qui peuvent compromettre même les projets les plus prometteurs. En règle générale, les programmes de RSS ont été lancés dans les années 90, alors même d'anciens programmes comme celui de l'Afrique du Sud sont assez récents pour qu'il soit encore difficile de se prononcer. »

LES BÉNÉFICES DE LA RÉFORME

Lorsqu'elle est bien menée, une RSS efficace peut déboucher sur une armée professionnelle et diverse, qui respecte l'autorité civile. Dans « *Advancing Military Professionalism in Africa* », Émile Ouédraogo, député à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et membre de la CEDEAO, a écrit que le professionnalisme militaire est ancré dans « la subordination de l'armée à l'autorité civile démocratique, dans l'allégeance à l'État, dans le respect d'une neutralité politique et dans une culture institutionnelle éthique. »

Aucun pays n'illustre probablement mieux cet idéal professionnel militaire que le Sénégal. Avec son modèle d'armée-nation, l'armée s'est engagée à préserver la paix, à protéger le peuple et à aider au développement économique et social. Cet engagement dure depuis 54 ans, le Sénégal n'ayant jamais subi de coup d'État et ayant toujours transmis le pouvoir sans heurts.

Le Botswana, le Cap Vert, le Mozambique, la Namibie, la Zambie et quelques autres comptent parmi les quelques pays africains dont le gouvernement n'a jamais été renversé par un coup d'État.

Les coups d'État, comme ceux qui ont eu lieu en Guinée-Bissau et ailleurs, ont un effet cumulatif négatif sur les chances de stabilité d'un pays. « Une fois le précédent d'un coup d'État établi, la probabilité de coups d'État ultérieurs augmente considérablement », écrit Ouédraogo. « En fait, sur les 65 pour cent des pays d'Afrique subsaharienne qui ont connu un coup d'État, 42 pour cent en ont connu d'autres par la suite. En revanche, les pays qui ne disposent pas de ressources naturelles abondantes et qui ont atteint un haut niveau de croissance durable sont pratiquement tous des pays où les coups d'État ont été rares ou inexistantes. »

Finalement, la RSS reconnaît que les citoyens ont leur mot à dire quant à leur sécurité, a déclaré N'Diaye. Cela implique ceux qui ont été exclus – pour des raisons géographiques, ethniques ou de genre – et cela leur donne du pouvoir.

Il y a de fortes chances pour que les pays qui ne s'engagent pas dans la RSS continuent d'exclure des citoyens et placent la sécurité du régime avant celle des citoyens. Cette situation n'est pas tenable, poursuit N'Diaye, et entraînera des conflits et une instabilité permanents. « C'est le prix que les pays qui n'entreprennent pas de RSS devront payer un jour ou l'autre. » □



Le vice-amiral Mathew Quashie arrive au quartier général de l'État-major unifié des États-Unis pour l'Afrique à Stuttgart, en Allemagne, en avril 2014.

LE GHANA ADOPTE UNE APPROCHE CENTRÉE SUR LA POPULATION



**LE VICE-AMIRAL
MATHEW QUASHIE,**
*chef d'état-major des
armées du Ghana, s'est
entretenu avec ADF
après avoir prononcé le
discours liminaire le 25
juin 2014 à l'occasion du
colloque académique de
l'État-major unifié des
États-Unis pour l'Afrique,
au Centre international
Kofi Annan de formation
au maintien de la paix
(KAIPTC) à Accra, au
Ghana. Cette interview a
été remaniée par souci de
clarté et de concision.*

ADF : Peut-être pourrions-nous commencer en parlant un peu de votre parcours personnel et professionnel, avec quelques-unes des fonctions que vous avez exercées et qui vous ont mené à votre poste actuel.

VICE-AMIRAL QUASHIE : Comme tout un chacun, j'ai commencé par les fondamentaux. J'ai suivi les cours d'introduction de l'école navale Britannia Royal Naval College de Dartmouth, dans le Devon, au Royaume-Uni. Dans la Marine, il faut suivre de nombreux cours techniques initialement. Je me suis spécialisé en communications. Ensuite, en rejoignant mon escadre, j'ai accompli mes tâches en tant qu'officier de quart, et enfin je suis devenu commandant en second. J'ai pris le commandement de plusieurs navires mais je pense que c'est lorsque je suis devenu capitaine de notre vaisseau amiral, l'Achimota, que j'ai exercé les fonctions les plus importantes. À cette époque nous avions un poste du nom de premier officier en service, aussi je suis devenu l'officier navigant ayant le plus d'ancienneté. C'est à ce titre que j'ai notamment été affecté au Liberia et ensuite en Sierra Leone pour les opérations de l'ECOMOG (Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). J'ai occupé plusieurs fois des postes de commandement et également à l'état-major de la Marine. Les postes les plus importants que j'ai exercé ont été ceux de Major Général de la Marine ghanéenne, ainsi que celui d'officier général affecté au Commandement naval Est

de la marine ghanéenne, de 2005 à 2009. Après cela, j'ai été chef d'état-major de la Marine du Ghana de 2009 à 2013, et c'était ma dernière nomination avant de devenir chef d'état-major des armées. J'ai également enseigné à l'école d'état-major ici et à l'école d'état-major au Nigeria. J'ai participé à quelques opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Liban et au Sahara occidental. Au Sahara occidental, je suis devenu le chef de l'administration du personnel militaire.

ADF : Vous avez parlé de la nécessité d'une « transformation vers un secteur de la sécurité centré sur la population » au Ghana. Que cela signifie-t-il pour vous ? Ce n'est pas quelque chose qui est souvent mentionné par les militaires.

VICE-AMIRAL QUASHIE : Dans le passé, lorsque nous parlions de sécurité nationale, nous ne pensions qu'à l'intégrité territoriale de la nation. Et le plus souvent les gens oublient les enjeux qui influent sur la sécurité nationale, lesquels peuvent parfaitement être décrits comme étant « centrés sur la population ». Si vous avez des conflits, les gens souffrent. Dans les zones où il y a des conflits, comme dans le nord de notre pays et parfois dans l'est, les gens se retrouvent sans abri. Vous avez les inondations, qui sont une menace pour la sécurité et qui affectent la population. Vous avez les incendies qui affectent la population. Si les choses ne vont pas bien et que l'économie ne va pas dans la bonne direction, cela ralentit le développement. Cela affecte la population





Un soldat de la paix ghanéen en Côte d'Ivoire déployé grâce à un hélicoptère de l'armée. Le Ghana a fourni un contingent d'environ 80 000 soldats de la paix à 31 missions des Nations Unies aux cours des quarante dernières années.



Un soldat ghanéen dépose son bulletin dans l'urne dans un bureau de vote à Accra, le 7 décembre 2012, pendant les élections nationales.

au niveau de l'éducation, de la santé et peut-être même de l'alimentation. Donc si ces choses ne sont pas rectifiées, cela touchera à la sécurité de l'État, dans la mesure où elles engendreraient des troubles sociaux et du chômage. Donc je pense qu'avec le temps, à travers le monde, on s'est rendu compte que la sécurité n'était pas seulement la sécurité physique que vous constatez. Les problèmes de la santé, de l'éducation, de l'emploi, toutes ces choses, si on ne s'emploie pas à les résoudre adéquatement, vont entraîner des problèmes de sécurité. Il est impératif que nous prenions en considération les besoins de l'être humain et que nous nous penchions sur ces questions. Je pense que si nous sommes en mesure de faire cela, alors nous aurons la paix et la tranquillité, et le pays pourra se développer.

ADF : Quel est le rôle de l'armée à cet égard ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Vous savez, le plus souvent, lorsque des conflits surviennent, la police à elle seule ne peut suffire à les maîtriser. La plupart du temps, les policiers sont dépassés par les événements et alors, constitutionnellement, ils peuvent bénéficier de l'assistance des militaires. Aussi, à chaque conflit qui survient, nous sommes en attente. Lorsque vous avez des inondations, nous mettons à disposition nos sapeurs pour réparer les ponts et les routes. Nous intervenons en cas de départ d'incendie et d'effondrement de bâtiments. Je dirais que l'armée est toujours prête, professionnelle et systématique. Les militaires accomplissent ce genre d'actions mieux que d'autres organisations. C'est le type de relation que nous avons en matière d'assistance à l'autorité civile.

ADF : Naturellement, l'armée ne peut pas être partout, et la police ne peut pas être partout non plus. Dans maints endroits, notamment dans le nord du Ghana, les figures les plus importantes sont les chefs traditionnels. L'armée s'efforce-t-elle d'établir des partenariats avec ces chefs traditionnels pour apporter la sécurité ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Nous avons en place différents niveaux d'arrangements en matière de sécurité dans les districts et les régions de l'ensemble du pays.

Nous disposons des DISEC (Comités de sécurité interne de district) et des REGSEC (Comités de sécurité régionaux). Ces comités comptent des militaires parmi leurs membres. Ce sont ces personnes qui collaborent avec les chefs locaux. Ainsi, l'armée n'intervient pas directement, sauf dans le cas où elle est appelée à agir si besoin, et c'est à ce moment-là que nous pouvons traiter avec les chefs. Toutefois, en règle générale, ce sont les organes régionaux et de district, dont l'armée fait partie, qui abordent les chefs locaux dans la phase initiale et qui entament la collaboration. Par exemple, si l'armée est présente dans le Bawku (une région du nord du Ghana où il y a eu des combats interethniques), nous veillons à être toujours en phase et en contact avec le chef local, afin de pouvoir ensemble contribuer à instaurer la paix dans cette région.

ADF : Le Ghana a récemment investi dans la protection et la surveillance de son espace économique exclusif. Ceci comprend la protection des voies maritimes, de l'extraction de produits énergétiques et des droits de pêche. Le Ghana a investi dans des outils de haute technologie destinés à une meilleure connaissance de la situation maritime, et est en train de créer une unité de forces spéciales de la Marine pour une intervention rapide en cas de menaces maritimes. Pourriez-vous décrire ces initiatives et expliquer pourquoi elles sont importantes ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Je dirais qu'il y a environ une dizaine d'années, nous éprouvions des difficultés à assurer le maintien et la direction de la Marine, mais entretemps, il y a eu la découverte du pétrole. Dans des pays tels que le nôtre, même si nous possédons un littoral, nous n'étions pas très au fait des questions de stratégie et de sécurité maritimes. En conséquence, (historiquement) la plupart de nos problèmes de sécurité ont été centrés sur le domaine terrestre. C'était le cas, jusqu'à ce que les questions liées au trafic de drogue et à la pêche illégale deviennent prédominantes. Elles étaient présentes depuis longtemps, mais les nouvelles menaces et les nouvelles tendances, comme par exemple l'utilisation de vastes

étendues marines par les trafiquants de drogue, ont rendu impérieuse la nécessité de s'y attaquer. Et ensuite, lorsque nous avons découvert les gisements pétroliers, nous avons déjà appris d'autres pays comment la protection des réserves et des ressources pétrolières pouvait constituer un important [défi pour] une nation. Aussi y a-t-il eu un réveil et un certain changement de cap, l'attention accordée prioritairement aux problèmes terrestres étant quelque peu réorientée vers la prise en compte des questions de sécurité maritime. À partir de cela, nous avons dû rapidement consacrer de nouvelles ressources à la Marine pour être en mesure de relever ces nouveaux défis contemporains. C'est donc ainsi que nous avons opté pour le renforcement de la flotte ; nous avons construit une cale de halage (sur la base navale occidentale de Sekondi), nous avons obtenu des installations destinées à la surveillance des navires, et nous avons récemment ajouté le système informatique de gestion du trafic des navires, qui a été mis en place par l'autorité maritime du Ghana conjointement avec la Marine. L'Armée de l'air participe également activement aux patrouilles maritimes. Nous nous efforçons donc d'établir une liaison entre toutes ces ressources maritimes et les diverses parties prenantes pour être en mesure de mobiliser les ressources et patrouiller efficacement dans nos eaux territoriales.

ADF : Quel a été l'impact ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Ces initiatives ont commencé à porter leurs fruits. En effet, récemment, bien que des actes de piraterie aient lieu dans le golfe de Guinée, nous constatons que les bandits se livrent à leurs actes à partir de notre frontière orientale avec le Togo, et qu'ensuite ils se déploient au grand large, loin du Ghana, et que lorsqu'ils se redirigent vers la terre ferme, ils sont dans un autre pays. Ils agissent de la sorte parce qu'ils savent que nous avons une Marine formidable qui patrouille dans nos eaux territoriales pour veiller à notre sécurité.

ADF : Que fait le Ghana pour sécuriser ses frontières terrestres ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Nous disposons du CEPS (service des douanes, du droit d'accise et de la prévention), et du Service de l'immigration qui traitent prioritairement des frontières, et puis de la police qui est répartie sur tout le territoire. Ces services collaborent ainsi pour effectuer des fouilles, tantôt des fouilles aléatoires, tantôt des fouilles systématiques aux frontières. Notre président est le président en exercice de la CEDEAO (la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), et, du fait des problèmes existant au Mali et des activités de Boko Haram au Nigeria, il a convoqué une réunion des responsables de la sécurité de la sous-région. À cette occasion, l'un des problèmes principaux dont nous avons pris conscience est qu'il nous était nécessaire de collaborer au niveau des patrouilles frontalières. Ceci sera mis en place et contribuera grandement à tenir en échec les activités criminelles transfrontalières.

ADF : Vous avez également mentionné le maintien de la paix. Le Ghana a une riche histoire de contribution aux opérations de maintien de la paix. Environ 80 000 soldats de

la paix ghanéens ont servi dans le cadre de 31 missions des Nations Unies dans ces quarante dernières années. Quelle est la philosophie du Ghana lorsqu'il est question de décider de la participation à une mission de maintien de la paix, en particulier sur le continent africain ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Le Ghana a une politique étrangère dans le cadre de laquelle il s'efforce d'être en paix et d'avoir de bonnes relations avec tous les pays et de soutenir les organisations sous-régionales, régionales et mondiales. Ceci inclut la CEDEAO, l'Union africaine et les Nations Unies. C'est donc notre mandat essentiel ainsi que la philosophie sous-tendant notre politique étrangère. Aussi, dans quelque endroit du monde où il y ait un problème, nous nous tenons prêts à aider si cela est possible. Toutefois, les contraintes sont telles que nous devons également nous occuper de notre sécurité intérieure. Nous intervenons à présent dans cinq pays : en Côte d'Ivoire, au Mali, au Liberia, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. À l'évidence, nous estimons que nous avons assez d'obligations pour le moment, en prenant en considération la force de notre armée, notre population et notre niveau de ressources. Tels sont nos éléments d'appréciation. Comme je l'ai déclaré plus tôt, nous voulons être un partenaire mondial pour les opérations de maintien de la paix.

ADF : Avec le Président John Dramani Mahama assumant la présidence de la CEDEAO, vous avez un rôle de leadership dans l'organisation régionale. Comment cela se traduira-t-il ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Oui, je deviens automatiquement le président du Comité des Chefs d'état-major de la CEDEAO. Comme vous le voyez, toutes ces institutions ont été créées pour faciliter la sécurité sous-régionale. Nous avons la Force en attente de la CEDEAO, qui est en train de se transformer. C'est cette force qui a été à l'initiative de l'intervention au Mali, la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine), avant que les Nations Unies n'arrivent et prennent la relève. Aussi essayons-nous d'être en première ligne. Nous essayons de trouver une solution intérieure aux problèmes avant de solliciter l'assistance de l'organisation internationale.

ADF : Avez-vous un espoir ou une vision pour l'avenir de la Force en attente de la CEDEAO ? Pensez-vous qu'à l'avenir, si se produit une crise telle que celle du Mali, il y aura une force de l'Afrique de l'Ouest prête à se déployer rapidement ?

VICE-AMIRAL QUASHIE : Le concept est encore en phase d'élaboration. C'est une nouvelle mission à prendre en charge. Les difficultés relèveront de la logistique. Le PIB de la plupart des pays africains est limité. Tels sont les défis, mais nous ne cessons jamais de discuter avec les entités de la communauté internationale pour voir de quelle manière elles peuvent au mieux apporter leur contribution. Et c'est ce qu'elles ont fait. L'Union européenne a apporté son aide au Mali en termes d'assistance et de formation, tout comme les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays. Ils ont tous participé pour fournir le soutien nécessaire. □

LA CRISE CHEZ SOI

*La sécurité centrée sur la population
considère la défense d'un autre point de vue*

PERSONNEL D'ADF

La construction du barrage de Weija au Ghana a été l'un des projets de travaux publics les plus réussis des dernières décennies. Juste à l'ouest de la capitale, Accra, le barrage capte les eaux de la rivière Densu s'écoulant sur 116 kilomètres des montagnes pour remplir un lac artificiel, fournissant ainsi de l'eau potable à 70 pour cent des habitants de la capitale. Toutefois, lorsque la zone montagneuse est affectée par une saison des pluies particulièrement intense, comme cela s'est produit en 2014, le trop plein du lac de barrage doit être évacué.

En juin 2014, au fur et à mesure de la montée des eaux, Kofi Portuphy, le directeur de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes (NADMO), a alerté les habitants résidant dans la zone de captage des eaux en dessous du réservoir en vue de leur évacuation, car les autorités se préparaient à ouvrir les vannes de déversement. Kofi Portuphy a indiqué que les habitants avaient été avertis à maintes reprises de ne pas construire d'habitations à cet endroit, mais ils l'avaient fait tout de même, sans autorisation.

Des victimes se dressent à côté de bâtiments détruits suite à des inondations à Accra, au Ghana, en 2010.

VICKY MCNAUGHT-DAVIS



Pour atténuer les dégâts, Kofi Portuphy et son équipe ont décidé de draguer et d'approfondir les canaux reliant le barrage à l'océan Atlantique. Il leur fallait agir rapidement parce que l'eau menaçait 5.000 personnes et 500 habitations.

« La plus grande partie de l'année, l'écoulement des eaux n'atteint pas l'océan », explique Kofi Portuphy. « Il y a des dépôts de sable qui empêchent les eaux de s'écouler dans le canal. Donc, lorsque l'eau est déversée et qu'elle ne peut pas s'écouler dans l'océan, elle se répand dans d'autres zones et elle provoque le déplacement de bien plus d'habitants encore. »

Et pourtant, lorsque les agents sont arrivés pour draguer les canaux, les habitants du lieu, furieux, ont résisté. Les membres de l'ethnie Ga avaient reçu de leurs chefs locaux ou responsables traditionnels l'instruction de ne pas permettre que l'on procède à la mise en œuvre des travaux.

« Il s'agit d'une coutume, et c'est une zone traditionnelle », explique Kofi Portuphy. « Alors ils ont fait venir les membres de leur

groupe d'autodéfense. Ils ont dit : « Non, vous ne pouvez pas faire cela maintenant. Laissez-nous un peu de temps, et nous vous dirons quand venir et quand le faire. »

Le conflit est devenu violent, et les Ga ont attaqué les agents de la NADMO et ils ont même brisé les vitres d'une excavatrice en essayant de se saisir du chauffeur à l'intérieur. L'émeute paraissait imminente.

Kofi Portuphy a rappelé son équipe et a convoqué à une réunion d'urgence toutes les parties prenantes à la sécurité, y compris les membres de l'Armée de l'air, de la Marine, de la police et du 48e régiment du génie de l'Armée de terre. À 2 heures du matin, le lendemain, avec des hélicoptères survolant et surveillant la zone et des policiers en tenue anti-émeute formant un cordon de sécurité autour des travailleurs pour assurer leur protection, l'équipe de la NADMO et les spécialistes du corps du génie de l'armée ont pu accomplir leur mission, et les eaux furent très vite redirigées vers l'océan.

« Nous avons procédé au dragage et les eaux ont reflué de certaines zones affectées dans les 48 heures », a ajouté Kofi Portuphy.

Des victimes marchent le long de bâtiments détruits suite à des inondations à Accra, au Ghana, en 2010. Les armées africaines cherchent de nouvelles façons de faire face aux menaces « affectant directement la population » telles que les inondations et les conflits à propos des droits fonciers.

VICKY MCNAUGHT-DAVIS





Un soldat de la paix rwandais serre la main d'un enfant lors d'une patrouille à Gao, au Mali, dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

MINUSMA

Une sécurité qui met la population au cœur de ses préoccupations

Cette histoire qui s'est déroulée au Ghana illustre certaines vérités à propos de la sécurité en Afrique. Les menaces affectant la sécurité des civils ne se présentent pas habituellement sous la forme d'armées étrangères hostiles, d'attaques terroristes ou d'actes de piraterie. Au Ghana, les résidents des zones sujettes aux inondations étaient exposés aux risques du fait de facteurs plus banals. Parmi ceux-ci figurent des problèmes environnementaux, de droit foncier et d'utilisation des terres, ainsi que des affrontements entre les responsables traditionnels et les fonctionnaires civils gouvernementaux.

Aucun de ces facteurs n'entre dans le cadre d'une formation militaire type, mais inévitablement, l'armée se voit obligée d'y prêter attention.

De plus en plus, les armées, forces de police et organismes gouvernementaux du continent africain reconnaissent qu'il est insuffisant de limiter son attention aux menaces traditionnelles pesant sur la sécurité. Il leur faut plutôt se concentrer sur le concept élargi des besoins de la population, connu sous le nom de « transformation du secteur de la sécurité pour qu'il soit centré sur la population ». Ceci englobe de nombreux domaines, depuis les flambées épidémiques jusqu'aux changements climatiques, à la sécurité alimentaire et à la coopération avec les acteurs non étatiques de la sécurité et les responsables traditionnels.

« Le nœud du problème réside dans le fait que la sécurité humaine ne concerne pas uniquement l'élargissement de la définition de sécurité, mais aussi son approfondissement », déclare à ce propos Ebenezer Oklety Teye Larbi, le

vice-ministre de la défense du Ghana. « Il nous appartient de mener une réflexion critique sur la transformation de notre secteur de la sécurité afin qu'il puisse correspondre aux nécessités du contexte dans lequel il fonctionne à l'heure actuelle. »

La sécurité centrée sur la population a fait l'objet d'un colloque académique organisé du 23 au 26 juin 2014 sous l'égide de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique en partenariat avec le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) à Accra. L'ambassadeur Phillip Carter III, adjoint auprès du commandant en chef de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique chargé de l'engagement civilo-militaire, a lancé l'événement en demandant aux participants de réorienter leur attention vers les préoccupations quotidiennes des personnes dont ils se sont solennellement engagés à assurer la protection.

« Dans leur immense majorité, les Africains citent les difficultés quotidiennes comme étant leurs soucis primordiaux en matière de sécurité », explique l'ambassadeur Carter. « Lorsque quelqu'un souffre en silence, c'est notre intérêt à tous d'essayer de l'aider. Ces types de difficultés quotidiennes sont plus préjudiciables que tous les conflits actifs en mouvement, de plusieurs ordres de grandeur. »

Dans les pages suivantes, sont présentées les grandes lignes de quatre sujets qui historiquement ne faisaient pas partie des formations à la sécurité, mais qui sont au cœur d'une sécurité centrée sur la population. Leur importance devrait croître dans les années à venir.



Des soldats des Forces de défense nationale sud-africaines ont été déployés dans des hôpitaux publics en 2010 lorsqu'une grève a abouti à une pénurie de professionnels de la santé. EPA



Le général de brigade Joyce Ng'wane Puta de la Force de défense zambienne est l'ancienne responsable de l'unité militaire spécialisée de la Zambie pour le VIH/sida. PERSONNEL D'ADF

La santé

Bien que l'espérance de vie se soit améliorée dans l'ensemble du continent et que les maladies mortelles soient en passe d'être éradiquées, il reste encore beaucoup de chemin à faire. L'Afrique demeure la seule région au monde où les maladies infectieuses et transmissibles peuvent causer la majorité des décès. La recrudescence du virus Ebola en Afrique de l'Ouest nous rappelle une dure réalité, à savoir que des souches mortelles de maladies peuvent naître à tout moment.

Cela fait longtemps que les militaires s'intéressent de près aux enjeux de santé publique, parce que les flambées épidémiques dans leurs rangs affectent leur état de préparation. Les militaires jouent également un rôle crucial pour imposer une mise en quarantaine ainsi que l'ordre public pendant les flambées épidémiques. En réalité, dans de nombreux avant-postes isolés, les centres de consultation médicale externe organisés par les militaires sont les seuls prestataires de soins de santé à des centaines de kilomètres à la ronde.

Dans plusieurs régions du continent, les armées africaines exercent des fonctions novatrices dans la manière dont elles s'emploient à répondre aux préoccupations de leurs compatriotes en matière de santé. En Zambie, la réputation de l'armée s'est affirmée à travers l'exercice de ses responsabilités au cours de la crise du VIH/sida dans les années 1990. En 1994, la Zambie a été parmi les premiers pays du continent à lancer une unité spéciale VIH/sida, à organiser des ateliers de sensibilisation et à promouvoir l'utilisation du préservatif pour tous ses soldats, y compris les nouvelles recrues et les élèves officiers.

Il en a résulté une baisse régulière du taux d'infection. Une fois que les antirétroviraux sont devenus

disponibles, la Force de défense zambienne (ZDF) a donné un exemple éloquent en remettant en activité des soldats séropositifs. Ceci a indiqué au reste du pays que le fait d'être séropositif n'équivalait pas à une sentence de mort sociale.

« Au début, tout le monde pensait que c'était du ressort des civils, des ONG, que cela ne concernait pas l'armée, mais il n'a pas fallu longtemps pour constater que de nombreuses forces de défense étaient en train de perdre leurs éléments », déclare le général de brigade en retraite Joyce Ng'wane Puta. « Vous pouviez avoir un bataillon, mais dans lequel peut-être la moitié de l'effectif n'était pas apte au combat car les soldats étaient soit au domicile, soit à l'hôpital, soit de retour dans l'unité mais pas encore aptes au combat. C'est à ce moment-là que de nombreux commandants d'unité ont entendu la sonnette d'alarme et ont commencé à se pencher sur le problème. »

L'armée a élargi son rôle. Lors des flambées épidémiques de choléra, on a demandé à la ZDF d'imposer les mises en quarantaine et de transporter les médicaments. Le gouvernement a fourni des médicaments de première ligne aux centres de consultation externe de la ZDF opérant dans des régions reculées, et la ZDF a mené des campagnes de vaccination dans des régions rurales, atterrissant parfois avec des hélicoptères pour vacciner des centaines d'enfants dans une journée.

« Tout commandant d'une unité de l'armée doit être vigilant et doit réfléchir de manière stratégique », a ajouté Joyce Ng'wane Puta. « Et il doit effectuer une analyse de la menace. Cette analyse de la menace n'est pas uniquement axée sur une invasion armée, car elle doit englober la totalité de l'environnement qui rend un endroit sûr et sécurisé. »

Environnement

Dans le monde entier, les professionnels de la sécurité se préparent au changement climatique et aux conflits qui pourraient s'ensuivre. Il est impossible d'affirmer qu'une catastrophe naturelle particulière dans une nation particulière est liée ou non à un environnement marqué par le réchauffement, mais le consensus chez les spécialistes des tendances climatiques est que les inondations, les épisodes de sécheresse et les grands incendies de végétation deviennent de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses.

Jeff Andrews, le responsable de la division Sécurité environnementale de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, a indiqué que des projections modérées font apparaître une élévation de la température de 1,3 degré Celsius d'ici à 2040, une pénurie d'eau affectant 1,7 milliard d'humains dans le monde entier, des migrations massives d'habitants de zones sèches, ainsi qu'un nombre accru de catastrophes naturelles. La Banque mondiale prévoit que l'Afrique sera probablement le premier continent touché et également le plus durement touché par le changement climatique.

« Le changement climatique est un multiplicateur de menaces », affirme Jeff Andrews. « Nous avons déjà tous ces problèmes, mais le changement climatique est susceptible de les aggraver tous considérablement. »

Les signes précurseurs de conflits provoqués par un environnement évolutif sont déjà visibles. Dans l'Afrique de l'Est, un plan conçu par l'Éthiopie en vue de construire sur le Nil le barrage Renaissance a donné lieu à des prises de position hostiles et à des menaces de guerre de la part

de l'Égypte, qui s'inquiète de perdre sa principale ressource hydrique. En Afrique centrale, la surface du lac Tchad se rétrécit depuis des années, ce qui entraîne la migration des riverains hors des villages depuis les rives du lac vers les villes. Cette migration pourrait conduire à l'augmentation de la criminalité et peut-être même encourager le recrutement des riverains par les groupes extrémistes. Dans les zones semi-arides du Sahel, les éleveurs se déplacent plus au loin pour trouver des zones de pâturage et entrent en conflit avec les agriculteurs.

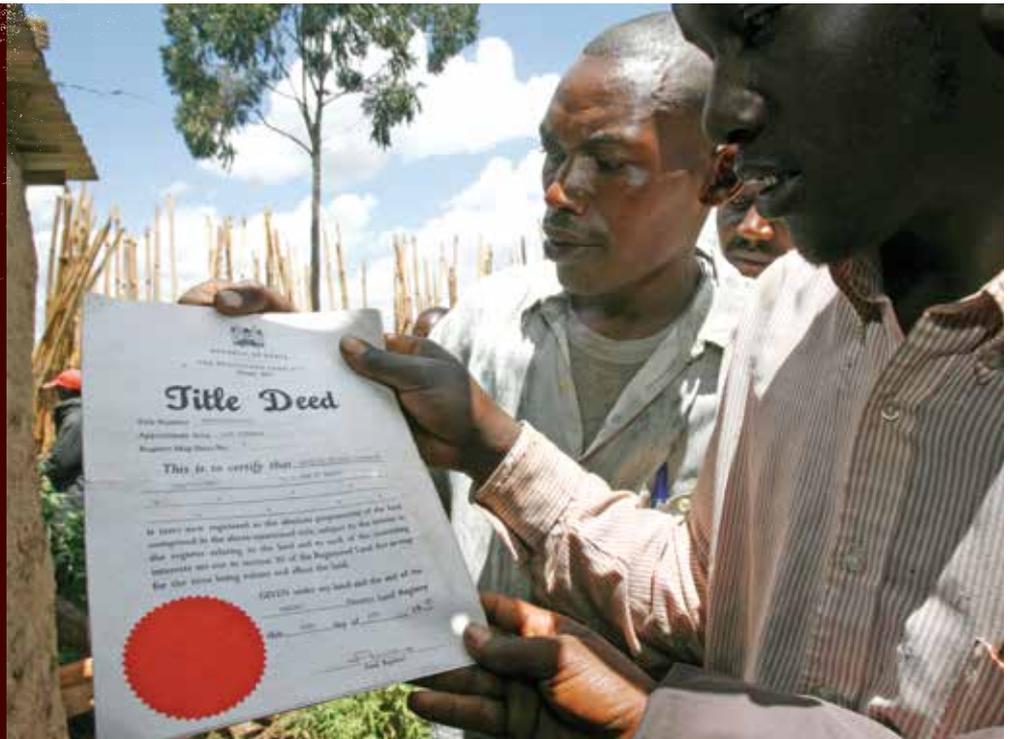
« Il va y avoir une intensification des conflits au sujet des cultures, de la terre et des ressources », avertit Jeff Andrews. « Les personnes les plus vulnérables sont les plus exposées aux dangers. »

Les armées africaines seront mises à contribution. Des projets tels que celui de la Grande Muraille Verte, une barrière de végétation à travers le continent pour empêcher l'avancée du désert vers le sud, sont en cours de réalisation. Ils nécessiteront des millions d'heures de travail et des millions de bras, et les militaires devront contribuer à l'effort. Les militaires jouent également un rôle actif sous diverses formes dans la gestion des catastrophes et la réponse aux catastrophes. Les armées affectent du personnel aux centres opérationnels de haute technologie pour la gestion des situations d'urgence, et les bataillons du génie sont mis à contribution pour le renforcement des mécanismes de prévention des inondations et d'autres barrières érigées contre le déchaînement des éléments.

Un homme récupère des meubles d'une habitation endommagée par les inondations à Khartoum, au Soudan, en juillet 2014. La transformation du secteur de la sécurité dans un sens axé sur la population invite les armées à jouer un rôle actif dans la préparation et la réponse aux catastrophes. REUTERS



Un homme résidant dans le complexe de Mau Forest à environ 200 kilomètres au sud-ouest de Nairobi, au Kenya, exhibe un titre de propriété. La zone a été ravagée par les installations illégales et l'abattage illégal des arbres. Les conflits relatifs aux droits fonciers promettent d'être une source de tension dans toute l'Afrique pour les années à venir. REUTERS



Droits fonciers

Au cours des 35 prochaines années, la population de l'Afrique devrait doubler en raison d'une croissance démographique annuelle de 2 pour cent et d'un rallongement de l'espérance de vie.

Cette croissance mettra à rude épreuve des ressources naturelles limitées et la disponibilité des terres. Ce phénomène se produit déjà au fur et à mesure de la migration des habitants depuis les zones rurales vers les centres urbains. Ceux qui ne sont pas en mesure de trouver du travail élisent souvent domicile dans des bidonvilles ou des habitats de fortune semblables à ceux décrits plus haut dans les zones inondables du Ghana.

L'Union africaine a indiqué qu'il y a de fortes chances que cette tendance se poursuive. « L'urbanisation en Afrique continuera à être caractérisée par le développement d'habitats de fortune là où plus de 60 pour cent de la population urbaine réside actuellement », a prévu l'UA dans un rapport sur les migrations. « Il s'agit d'un phénomène qui continuera à accentuer les inégalités dans l'accès aux ressources du développement dans ces domaines, un facteur qui à son tour affecte directement la stabilité sociale et économique. »

Le Dr. Ken Ahorsu, professeur au Centre Legon pour les affaires internationales et la diplomatie de l'Université du Ghana, observe que de nombreux conflits violents du continent considérés de l'extérieur comme des conflits ethniques ou religieux sont en réalité des différends fonciers.

« En Afrique, c'est un sacrilège même de renoncer à

la propriété familiale », explique-t-il. « Tout le monde a des racines; tout le monde a un foyer ancestral. »

Même si la protection des droits fonciers continuera d'être du ressort de l'État et du système judiciaire, l'armée a un rôle à jouer pour protéger les ressources naturelles. Ceci comprend la prévention de l'extraction minière illégale, de l'abattage illégal des arbres et du détournement de pétrole brut. Les armées africaines veillent également à ce que la faune ne soit pas décimée par le braconnage et la pêche illégale.

Ken Ahorsu estime que, au fur et à mesure que les différends relatifs aux droits fonciers deviendront plus courants, le secteur de la sécurité et les organismes gouvernementaux vont jouer un rôle tout aussi important, même s'il leur est peu familier, celui de médiateur. Ken Ahorsu fait valoir que les responsables militaires seraient bien avisés de s'intéresser à des systèmes d'alerte précoce qui détectent les signes d'agitation sociale et de faire un travail de proximité auprès des communautés locales pour empêcher les affrontements intercommunautaires avant qu'ils ne deviennent violents. Les commandants d'unités militaires peuvent également jouer un rôle pour avertir l'État lorsque de nouveaux développements informels laissent les résidents exposés aux catastrophes naturelles.

« Je pense que ce que l'armée peut faire est probablement d'avoir un secteur de la sécurité centré sur les personnes, capable de s'éloigner des devoirs militaires conventionnels et d'entrer en contact avec les communautés locales », poursuit-il.

État traditionnel contre État moderne

Comme cela a été mis en évidence par l'inondation au Ghana, les chefs traditionnels exercent une influence notable sur les actions des habitants dans de nombreuses régions de l'Afrique.

Le Dr. Thomas Jaye, directeur-adjoint de la recherche au KAIPTC, observe que les responsables traditionnels peuvent être soit des alliés majeurs pour les forces de sécurité, soit des obstacles à la sécurité s'ils ne sont pas adéquatement intégrés à la prise de décision. Ces chefs et ces anciens représentent des systèmes de gouvernance qui sont antérieurs au système étatique moderne et ont une importance cruciale dans les différends fonciers, dans le règlement des affaires criminelles, dans la détermination des droits successoraux et pour d'autres questions.

« Plus vous vous éloignez de la capitale dans la plupart des pays africains, plus vous vous rendez compte que des éléments tels que la sécurité sont de plus en plus pris en charge par les autorités traditionnelles », observe Thomas Jaye.

Une enquête réalisée en 2008 sur 40.000 sondés

dans 15 pays africains a conclu que les dirigeants traditionnels jouent un rôle « déterminant » dans le règlement des conflits dans les endroits où ils sont actifs. L'enquête, publiée par l'organisme de recherche AfroBarometer, a également révélé que les sondés estiment que les responsables traditionnels sont davantage respectés que les responsables élus.

Dans cette perspective, Thomas Jaye indique qu'il est crucial que l'armée et les forces de police obtiennent des résultats se rapprochant de ces chiffres.

« Les États sont confrontés à des défis complexes en matière de sécurité, et les institutions de sécurité de l'État devront bâtir un partenariat avec ces acteurs locaux », poursuit-il. « Aujourd'hui, tout le monde parle d'un modèle de police axé sur le renseignement. Donc, comment peut-on rendre cela opérationnel? En établissant des partenariats à divers niveaux de la société. Et cela peut être très efficace, parce que ces gens agissent à l'échelle locale, et beaucoup de choses dont nous parlons, telles que la criminalité transnationale, se produisent à l'échelle locale. » □

Des responsables traditionnels du sud-est du Ghana participent à une cérémonie d'inauguration du canal Wasakuse en 2013. NADMO

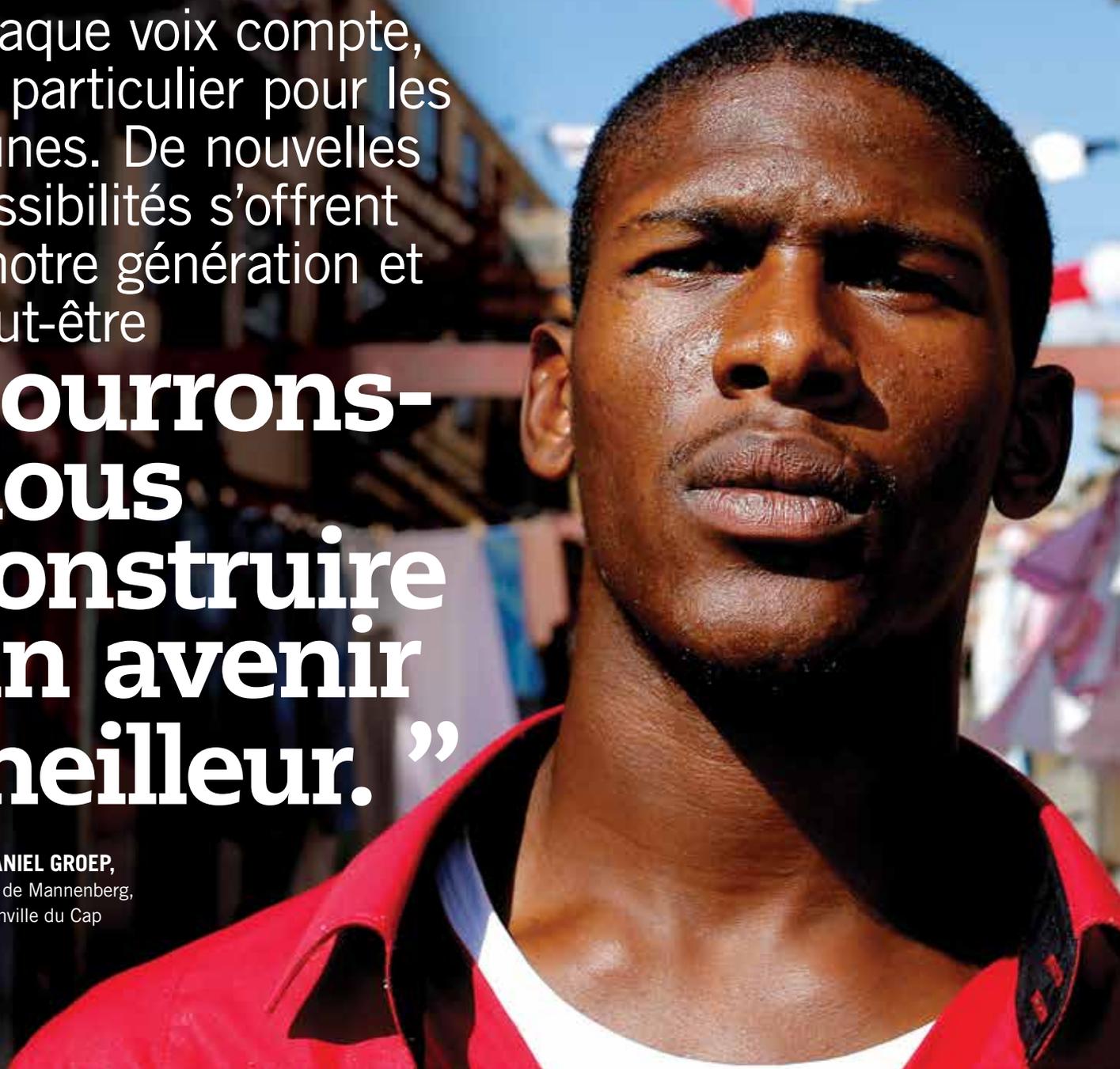


“

Chaque voix compte,
en particulier pour les
jeunes. De nouvelles
possibilités s'offrent
à notre génération et
peut-être

**pourrons-
nous
construire
un avenir
meilleur.”**

~ NATHANIEL GROEP,
19 ans, de Mannenberg,
un bidonville du Cap



Les « born free » d'Afrique du Sud prennent leur place aux élections

PERSONNEL D'ADF

On les appelle les « *born free* » (nés libres), les Sud-africains nés après le passage du pays de l'apartheid à la démocratie. Le 7 mai 2014, 20 ans après l'élection de Nelson Mandela comme premier président noir, le premier groupe de *born free* s'est rendu aux urnes pour avoir voix au chapitre en ce qui concerne l'avenir du pays.

« C'est super de voter pour la première fois », a déclaré Mawande Nkoyi, 18 ans, à Reuters, dans le bidonville de Langa, au Cap. « Maintenant j'ai mon mot à dire dans les élections du pays et dans ce qui se passe. C'est quelque chose de nouveau dans ma vie. »

Vingt millions de Sud-africains – environ 40 pour cent de la population – sont nés après l'apartheid. Environ 25 millions de votants ont été inscrits sur les listes électorales, alors que les préoccupations grandissaient concernant le chômage, l'inégalité et la corruption. Près de 2 millions de Sud-africains ont 18 ou 19 ans et à peu près 650.000 d'entre eux se sont inscrits pour voter.

Le 27 avril 2014 a marqué le 20^e anniversaire des premières élections multiraciales d'Afrique du Sud, qui ont mis fin à trois siècles de domination blanche et à 46 ans d'apartheid. Selon la BBC, après le dépouillement des votes, l'*African National Congress* (ANC) avait remporté 62 pour cent des suffrages. La *Democratic Alliance* avait réalisé 22 pourcent et le parti *Economic Freedom Fighters* arrivait en troisième place avec 6 pour cent. La commission électorale a déclaré que les élections s'étaient déroulées dans le calme dans la plupart des 22.263 bureaux de vote du pays. La participation était d'un peu plus de 73 pour cent.

Certains *born free* ont exprimé leur gratitude envers l'ANC, le parti de Nelson Mandela, et lui ont attribué la liberté qu'a connue la génération de leurs parents.

« C'est bon de pouvoir voter pour la première fois et je suis fier de voter pour l'ANC », a déclaré à l'Agence France presse (ANO) Nonhlahla Nkomo, 20 ans, apprentie esthéticienne, juste avant les élections. « Il mérite ma voix. Je suis née dans une Afrique du Sud libre grâce à l'ANC. »

Nathaniel Groep, 19 ans, éducateur, de Mannenberg, un bidonville du Cap, a déclaré à Reuters : « Chaque voix compte, en particulier

pour les jeunes. De nouvelles possibilités s'offrent à notre génération et peut-être pourrions-nous construire un avenir meilleur. » Groep était plus préoccupé par l'activité des gangs et le manque d'opportunités d'emploi.

Lesedi Nene, 19 ans, d'Orlando West, a confié à l'AFP : « Je suis un peu inquiet, je me demande si j'ai pris la bonne décision ou non ? ». Nene a dit que ses études d'Histoire l'ont guidé dans son choix. Lui aussi a voté pour l'ANC.

La Sud-africaine blanche, Thandi Mamacos, 18 ans, du Cap, a dit à Reuters qu'il était « vraiment important que les jeunes votent parce que ce sont eux qui devront vivre le plus longtemps avec les résultats. C'est plus notre pays que celui de la vieille génération, qui ne veut peut-être pas changer ce qu'il faudrait changer, en raison de ce qui s'est passé autrefois. »



Deux jeunes électrices se prennent en photo devant un bureau de vote au Cap, le 7 mai 2014. AFP/GETTY IMAGES

L'héritage de Mandela a occupé une large place dans l'esprit des *born free* qui allaient voter pour la première fois. Sanele Chileze, du bidonville d'Embo, près de Durban, a déclaré à Reuters : « Nous devons préserver l'héritage de Mandela. C'est pourquoi il est très important que nous votions, pour que ce pays soit intègre et que tout le monde soit libre. Si je ne vote pas, je ne peux rien dire ; si je vote, j'ai mon mot à dire. »

Le
Petrole

et

Leau

Un engagement à l'égard des principes volontaires sur la sécurité au Ghana contribue à protéger à la fois la richesse tirée du pétrole et un mode de vie.

PERSONNEL D'ADF

Lorsque le champ pétrolier de Jubilee a été découvert au Ghana en 2007, il avait le potentiel de changer la donne pour la nation d'Afrique de l'Ouest. Avec les 3 milliards de barils de pétrole brut peu sulfuré d'un gisement situé à seulement 60 kilomètres au large de ses côtes, le Ghana a rejoint le club exclusif des pays producteurs de pétrole. On escomptait que les revenus du site allaient permettre de financer l'amélioration des services publics et de l'infrastructure et aussi d'aider de nombreux Ghanéens à échapper à la pauvreté.

Quelques années plus tard, le pétrole a commencé à couler, avec un débit d'environ 100.000 barils par jour, et l'attention de toutes les parties à présent concernées est directement focalisée sur la sécurité dans les installations pétrolières. Après tout, le golfe de Guinée a une réputation bien méritée pour la piraterie, le détournement de pétrole et d'autres actes criminels. Et pourtant, Tullow Oil, le géant britannique de l'énergie, qui a obtenu les droits d'extraction pour le plus important bloc du gisement pétrolier, ne croit pas que la plus grande menace pesant sur son activité vienne d'une attaque. Tullow estime plutôt que la plus grande menace à long terme pour le secteur pétrolier est le ressentiment ou la perte de confiance de la part de la population côtière vivant à proximité et pour laquelle la pêche est le moyen de subsistance. « De ce que j'ai vu ces deux dernières années, les risques auxquels nous sommes exposés dans le bloc offshore de Tullow sont des risques pour la sécurité des communautés locales, ce ne sont pas des risques intrinsèques de sécurité », explique Fidelix Datson, le responsable de l'équipe de sécurité de Tullow Ghana Ltd.

Pour maîtriser ceci, Tullow a annoncé un arrangement public-privé innovant en matière de sécurité faisant intervenir des partenariats avec la Marine ghanéenne et d'autres organismes gouvernementaux ghanéens, ainsi qu'une intense action de proximité auprès des communautés de petits pêcheurs implantées le long du littoral. Cela pourrait être un modèle dont pourraient s'inspirer les gouvernements africains cherchant à trouver le juste équilibre entre le commerce privé et l'intérêt général de la population.

DES VOISINS INQUIETS

Il se peut que les tensions entre une société d'extraction pétrolière et les communautés locales avoisinantes soient inévitables. Les plateformes de forage massives sont équipées de phares qui attirent les bancs de poissons, et

les pêcheurs ont tendance à les suivre. Le problème a été mis en évidence en 2009, lorsqu'un canot de pêche artisanale a été happé sous l'un des navires de Tullow. Tous les pêcheurs à bord ont survécu, mais cela a été un coup de semonce pour Tullow, indiquant la nécessité d'une meilleure prise en considération des dangers de la pêche à proximité des champs de pétrole.

Agissant de manière encore plus risquée, de nombreux pêcheurs amarrent leurs embarcations près des unités flottantes de production, de stockage et de déchargement (FPSO), où est stocké le pétrole brut avant d'être chargé dans les pétroliers. Les FPSO éliminent par combustion ou « brûlent à la torche » du gaz naturel, ce qui veut dire que si les pêcheurs cuisinent avec des marmites sur des braises, des explosions peuvent se produire.

À des fins de sécurité, l'industrie a imposé une « interdiction de pêcher » dans un rayon de 500 mètres autour des plateformes de forage, mais la restriction engendre du ressentiment. Celui-ci est particulièrement intense à Sekondi-Takoradi, une ville de 400.000 habitants où la pêche est un mode de vie. À Sekondi, le littoral est rempli de canots sur lesquels on a peint des prières souhaitant une prise abondante et un retour en sécurité pour les pêcheurs. L'imposante sculpture d'un thon repose sur un piédestal sur la place centrale de la ville, symbolisant l'importance de la mer pour les habitants. « La plupart des poissons, notamment le thon et le hareng, sont allés là où se trouvent les plateformes, en raison des phares », expliquait Edlove Quarshie de la Line Hook Canoe Fishermen's Association dans un documentaire paru en 2011 réalisé par le Centre Pulitzer pour le reportage de crise. « Nous, les pêcheurs, quel est notre destin ? Il y a des gens qui obtiennent des emplois avec l'industrie pétrolière, mais maintenant c'est nous qui perdons nos emplois. Qui va intervenir en notre faveur ? »

En examinant la situation dans son ensemble, Tullow et le gouvernement ghanéen conviennent que si le gagne-pain des pêcheurs est menacé par la perte de l'habitat marin, les blessures ou les déversements de pétrole, les communautés locales vont très vite éprouver du ressentiment à l'égard de la présence de Tullow et vont chercher d'autres sources de revenus. Si le Ghana veut imaginer le pire des scénarios à titre d'avertissement salutaire, il n'a qu'à observer de l'autre côté du continent ce qui se passe en Somalie.

« Vous avez là-bas tout un tas de pêcheurs dépossédés de leurs droits car ils sont aux prises avec la pêche illégale et non réglementée et la pollution marine », explique

1.



CHRISTIANE BADGLEY

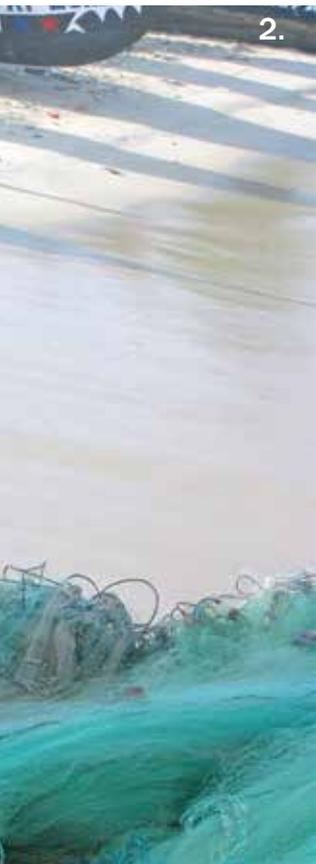


ADF STAFF

3.



ADF STAFF



Fidelix Datson. « Ils vont devoir trouver différentes manières de gagner de l'argent, et c'est à ce moment là qu'intervient la piraterie. Donc, en ce qui me concerne, en tant que responsable de la sécurité ici au Ghana, je suis cela de près et j'essaie de m'assurer que nous ne finirons pas par provoquer des difficultés avec les pêcheurs, au point où ils perdraient leur source traditionnelle de revenus et commenceraient à se tourner vers des revenus secondaires ou tertiaires. »

SÉCURITÉ DE L'ÉTAT ET GROS BRAS PRIVÉS

Les sociétés de sécurité privée sont une réalité incontournable dans la plus grande partie de l'Afrique. Rien qu'en Afrique du Sud, on compte environ 9.000 sociétés de sécurité privée enregistrées employant 400.000 agents de sécurité. Les effectifs des agents de sécurité privée y sont deux fois plus nombreux que ceux des policiers, et la plus importante société, G4S, est implantée dans 29 pays africains.

Toutefois, dans sa majeure partie, le bilan récent de la sécurité privée sur le continent est mitigé ou largement négatif.

La société sud-africaine Executive Outcomes, aujourd'hui disparue, a suscité la réprobation internationale pour avoir joué un rôle de mercenaire dans les guerres civiles de la Sierra Leone et de l'Angola. En Guinée équatoriale, une société de sécurité privée appartenant au frère

du Président Teodoro Obiang a servi de paravent au paiement de pots-de-vin à un moment où les sociétés pétrolières étaient semble-t-il contraintes et forcées de signer des contrats très onéreux pour leur protection. Au Nigeria, les agents de sécurité embauchés par les sociétés pétrolières ont été accusés d'intimidation, de torture et même de meurtre.

Alex Vines, le responsable du programme Afrique de la Chatham House de Londres, affirme que la nécessité d'avoir recours à des sociétés de sécurité privée ne devrait probablement pas diminuer dans les années à venir. En réalité, l'écart entre la capacité de nombreux États à assurer la sécurité et les exigences en matière de sécurité sur le terrain est susceptible de s'accroître.

« De nombreux États africains ont admis le fait que la sécurité privée comblera les lacunes », observe Alex Vines. « La sécurité privée est donc un créneau très rentable, et des sociétés de l'extérieur étudient la possibilité de gagner des fortunes en Afrique. »

Alex Vines avance que les lacunes en matière de sécurité en Afrique existent en partie parce que le continent abrite six des dix économies à la croissance la plus rapide au monde, et que de nombreux pays sub-sahariens enregistrent une expansion démographique de 5 pour cent ou plus par an. Simultanément, les industries

1. Une sculpture d'un poisson à Sekondi, au Ghana, symbolise l'importance des activités commerciales tributaires de la mer pour cette ville côtière.
2. Un homme répare des filets de pêche à Accra, au Ghana. Les marins ghanéens et les sociétés de sécurité privée travaillent côte à côte pour sécuriser les intérêts pétroliers et engager une action de proximité auprès des communautés locales de pêcheurs.
3. Une communauté de pêcheurs dans le district de Jamestown à Accra, au Ghana.
4. Le Kwame Nkrumah, une unité flottante de production, de stockage et de déchargement, au mouillage dans le champ de pétrole de Jubilee au large du Ghana.

LES PRINCIPES VOLONTAIRES

Les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (PV) ont été établis en 2000. Ils ont pour objet de s'assurer que les sociétés de l'industrie extractive (pétrole brut, gaz naturel et extraction minière) agissent de manière éthique, respectent les droits de l'homme et que la transparence de leurs paiements puisse être vérifiée par le public.

Ces PV ont pour signataires des gouvernements, des sociétés et des ONG. En 2014, le Ghana a annoncé qu'il deviendrait le premier pays d'Afrique à adopter les PV.

Les PV aident les groupes concernés par l'industrie extractive dans les domaines suivants :

- **Évaluer les risques.** Les sociétés procèdent à une évaluation des risques afin de déterminer les risques que représentent pour la sécurité certains facteurs politiques, économiques, civils ou sociaux. L'évaluation s'intéresse également à la solidité de l'état de droit dans le pays, aux antécédents des forces de sécurité dans la région au regard des droits de l'homme, ainsi qu'aux schémas de violence.
- **Collaborer efficacement avec les forces de sécurité publique.** Ceci inclut le recueil de suggestions de la part des principaux groupes concernés, parmi lesquels des organismes gouvernementaux et des dirigeants de la société civile, en définissant clairement les rôles et responsabilités respectives et en s'efforçant résolument d'empêcher les violations des droits de l'homme et d'y réagir. Les PV définissent également des procédures pour le transfert d'équipements ou de matériels aux gouvernements hôtes.
- **Employer des forces de sécurité privée responsables.** Ceci inclut la présélection des candidats au regard des violations des droits de l'homme, et l'assurance que les forces de sécurité adoptent une stratégie défensive et connaissent les limites du champ d'application de leur mission. Les forces de sécurité privée sont formées à se concentrer sur la sécurisation d'une installation et de son personnel tout en laissant le reste du travail aux forces de sécurité publique.

les compagnies pétrolières, mais recrutés et formés par les forces de police nigérianes. Jodi Rosenstein appelle cela un système de « double allégeance » dans lequel « la tension est palpable ».

De leur côté, de nombreuses sociétés pétrolières et minières sont tout aussi hésitantes à être trop complaisantes avec l'armée et la police de leurs pays hôtes. « Je ne veux pas que nous soyons considérés comme un instrument du gouvernement », indique Fidelix Datson. « La communauté locale nous demande de fournir des services qu'en réalité le gouvernement devrait fournir, aussi cela peut provoquer quelques tensions. »

Alex Vines affirme qu'il doit y avoir de la transparence et une claire distinction entre les responsabilités de la sécurité privée et celles de la police officielle ou de l'armée. « Cette distinction est rendue floue », dit-il à propos des partenariats publics-privés pour la sécurité. « C'est pourquoi toute cette situation doit être réellement clarifiée : qui les paie et pourquoi les paient-ils ? Je pense que le seul moyen de s'y retrouver, c'est avec la transparence et la communication intégrale des informations. »

Alex Vines estime que les gouvernements donnent toute leur mesure lorsqu'ils exercent leur fonction de réglementation des agents de sécurité privée, notamment en vérifiant les qualifications du personnel de sécurité, en surveillant la gestion des stocks de matériel et d'armes à feu, et en offrant une formation. La sécurité privée donne les meilleurs résultats lorsqu'elle adopte une stratégie défensive et se concentre sur la protection des installations et du personnel.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Tullow Oil estime avoir trouvé une solution au dilemme de la répartition des tâches entre le secteur privé et le secteur public. En 2013, la société est devenue une participante aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (PV). Les PV ont été élaborés en 2000 comme un ensemble de lignes directrices pour l'industrie extractive. Ils établissent dans les grandes lignes de quelles façons les signataires, parmi lesquels figurent des sociétés, des ONG et des gouvernements, peuvent exercer leurs activités de manière éthique, dans la sécurité et dans la transparence. En ce qui concerne les relations réciproques entre les sociétés pétrolières et les acteurs de la sécurité publique, les PV préconisent des consultations régulières avec les gouvernements hôtes et les communautés locales, une claire répartition des rôles et la promotion des droits de l'homme. Lorsque les sociétés de l'industrie extractive embauchent des agents de sécurité privée, les PV définissent des orientations relatives à la compétence technique, aux vérifications des antécédents professionnels

extractives (pétrole brut, gaz naturel et extraction minière), sont devenues un exutoire à la colère ressentie par les chômeurs et les laissés-pour-compte.

Lorsque les citoyens protestent ou menacent les activités d'extraction, cela place les forces gouvernementales dans la position inconfortable de devoir choisir entre la défense d'une grande entreprise et celle de leurs concitoyens. « Dans le cas où il y a des affrontements entre les groupes et les rebelles locaux et une société étrangère, le gouvernement se trouve face à un problème épineux », écrit Jodi Rosenstein, une ancienne chercheuse au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix. « Il est financièrement lié à la [société pétrolière] et il a besoin qu'[elle] continue à exercer ses activités dans le pays hôte, en particulier s'il y a un contrat de coentreprise ; et pourtant, en tant que gouvernement souverain, il a l'obligation manifeste et le désir de protéger les droits et les intérêts de ses citoyens. »

Cette distinction est encore plus floue au Nigeria où les policiers « surnuméraires » sont payés et équipés par



Des danseurs en action en face d'un modèle de plateforme de forage pétrolier à Takoradi, au Ghana, lors d'un événement marquant le démarrage de la production de pétrole en 2010.

REUTERS

des agents de sécurité, aux enquêtes sur les allégations de pratiques abusives et à une stratégie défensive.

Il semble qu'au Ghana les PV fonctionnent. Un détachement de 24 marins ghanéens effectués à présent des patrouilles, avec à bord de leurs bateaux le coordinateur de Tullow pour l'hygiène, la sécurité et l'environnement en milieu offshore. Dans la plupart des cas, les armes sont gardées sous clef. Dans les communautés côtières, par le biais d'une ONG, Tullow a lancé le projet « Jubilee Livelihood Enhancement and Enterprise Development » (amélioration des moyens d'existence et développement d'entreprise de Jubilee), à travers lequel les pêcheurs de 26 communautés locales sont formés à la gestion d'entreprise, à la construction de compartiments à glace, au fumage du poisson et à d'autres compétences. La société a également collaboré avec le ministère des Pêches et anime des émissions radiophoniques visant à informer les citoyens concernés et à recueillir leurs questions.

De son côté, la Marine ghanéenne a intensifié ses efforts de détection et de dissuasion visant les bateaux qui pratiquent la pêche illégale à grande échelle et les trafiquants. En 2013, la Marine a intercepté deux bateaux se livrant à la pêche illégale, un bateau se livrant au trafic de drogue et un autre, le MT Mustard, impliqué dans un détournement de pétrole au large des côtes du Gabon. La Marine a modernisé ses capacités en matière de connaissance du domaine maritime et en 2013, deux vedettes rapides de 57 mètres et quatre

nouveaux patrouilleurs rapides de 46 mètres ont été rattachés à la base navale de Sekondi.

L'initiative public-privé a pour but de montrer aux pêcheurs que le Ghana attache autant d'importance à la protection de ses ressources pétrolières qu'à la protection des ressources aquatiques et du mode de vie des pêcheurs. En 2013, le Ghana a annoncé son intention de devenir le neuvième pays au monde — et le premier en Afrique — à souscrire aux PV à un niveau gouvernemental.

« Il est important que nous apportions notre soutien et notre contribution aux processus qui nous permettront d'obtenir un rendement maximal de nos ressources minérales tout en nous assurant qu'ils n'engendrent pas de violations des droits de l'homme ou la pauvreté », a déclaré Alhaji Fuseini, le ministre ghanéen des terres et des ressources naturelles.

Fidelix Datson estime que les PV sont particulièrement efficaces lorsque les citoyens constatent qu'ils sont appliqués.

« Il s'agit d'une approche englobant tous les aspects de la question », observe Fidelix Datson. « Nous devons veiller à ce que la manière de procéder avec les communautés soit claire, à ce que les choses soient clairement communiquées, et à ce qu'il n'y ait pas de décalage entre ce que nous disons et ce que nous faisons. ... Nous avons découvert qu'en réalité, c'est une question de bon sens, et que cela relève d'une bonne logique commerciale. » □



CODES

de CONDUITE

PERSONNEL D'ADF

*Les pays africains
dépassent leurs
frontières en
adoptant des
normes pour leurs
armées et leurs
polices*

Dans une impressionnante démonstration d'unité, plus de 1.000 personnes, représentant 25 pays de l'Union africaine, se sont réunies à Yaoundé, au Cameroun, en juin 2013. Leur objectif : mettre fin à la criminalité dans le Golfe de Guinée.

Les représentants, dont 13 chefs d'État, ont adopté un document intitulé « Code de conduite concernant la prévention et la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. »

Le document reconnaît les codes de conduite déjà adoptés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Commission du golfe de Guinée, les Nations Unies et l'Organisation maritime pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le code traite en particulier des procédures de poursuite des navires et de répression de la criminalité en dehors des eaux territoriales d'un pays.

Les pays signataires du code sont convenus de mettre en commun et de notifier les renseignements pertinents, d'arrêter les navires et les aéronefs soupçonnés de commettre des actes criminels, de poursuivre les individus accusés d'activités criminelles et de protéger les personnes innocentes se trouvant à bord des navires dans le golfe. Les signataires entendent s'acquitter de leurs obligations et de leurs responsabilités « d'une manière compatible avec les principes d'égalité souveraine et d'intégrité territoriale des États et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. »

Des soldats nigériens, membres de la Mission de soutien au Mali de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), attendent leur déploiement dans un centre de maintien de la paix à Kaduna, au Nigeria. La CEDEAO a établi des codes de conduite pour les armées de ses États membres.



Un soldat de la Mission de l'Union africaine en Somalie, discute avec un petit garçon à l'entrée de la mosquée. Les codes de conduite militaires énoncent comment les soldats doivent respecter les civils dans les zones de conflit. REUTERS

CODES SPÉCIFIQUES POUR DES BESOINS SPÉCIFIQUES

Bien que les normes réglant la conduite des membres de l'armée et de la police ne soient pas une nouveauté, des codes spécifiques de conduite pour les institutions militaires sont un phénomène relativement récent.

Les codes de conduite ne sont pas des lois, ce sont des règles d'éthique. Ils sont souvent établis pour répondre à des circonstances spéciales telles que le partage de territoires et de responsabilités en matière de patrouille dans le Golfe de Guinée. La CEDEAO a élaboré, en 1998, un Code de conduite pour lutter spécifiquement contre la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites et a imposé un moratoire sur l'achat de ces armes. Le code incluait aussi des dispositions sur la sensibilisation du public au moratoire.

D'autres points du code de la CEDEAO concernaient la création d'une base de données informatisées d'armes répertoriées, la réglementation des transactions transfrontières d'armes et la formation des personnels de la police et de l'armée pour réglementer et administrer les transactions d'armes. Le code comportait une disposition invitant les États non membres de la CEDEAO à participer.

La CEDEAO a aussi établi un code de conduite, en 2006, pour le personnel des armées de ses membres. Panapress a rapporté que les 34 principes édictés par le Code de conduite avaient pour but de contribuer à l'amélioration des relations civilo-militaires et au contrôle civil des forces armées de la région. L'agence de presse a indiqué que le code définit de manière précise « le cadre réglementaire qui régit les relations entre les

sphères civile et militaire, les relations entre les forces armées et les services de sécurité, ainsi que les obligations de ces dernières en vertu du droit international humanitaire. »

Le code interdit aux forces armées de faire usage de la force pour réprimer l'exercice pacifique, légitime et légal des droits individuels et collectifs des citoyens, tels que prévus par les Constitutions nationales.

La Commission de défense et de sécurité de la CEDEAO a adopté le projet de Code de conduite en octobre 2006. Le Comité des chefs des services de sécurité de la CEDEAO l'a adopté en mai 2009 et le Conseil des ministres de la CEDEAO a suivi en août 2011.

Lors d'une réunion en octobre 2013, un responsable de la CEDEAO a déclaré que le code de conduite militaire et d'autres documents de ce genre « démontrent que la sécurité n'est pas le domaine exclusif de la classe militaire et politique, mais qu'elle implique aussi la participation de la société civile et d'autres parties prenantes, en tant que partenaires importants dans le processus. »

En 2012, la CEDEAO a entamé l'élaboration d'un Code de conduite relatif aux victimes des catastrophes naturelles telles que les inondations. Soulignant la fréquence croissante de survenue de ces catastrophes dues aux changements climatiques, la CEDEAO a établi un Code de conduite de l'action humanitaire destiné aux acteurs humanitaires civils et fondé sur les droits pour « compléter le Code de conduite des forces armées et des services de sécurité en Afrique de l'Ouest. »

NORMES PROFESSIONNELLES

Certains codes de conduite visent à établir des normes uniformes pour un pays, une région ou une profession. Un tel code a été adopté en 2001 par les 12 pays de l'Organisation pour la coopération régionale des chefs de police de l'Afrique australe, pour ses forces de police. Le Code de conduite est dérivé d'une gamme d'instruments internationaux et régionaux. Ses 13 articles sont aujourd'hui considérés comme un modèle d'établissement de normes professionnelles :

- Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents de police doivent respecter les droits humains de toute personne.
- Les agents de police doivent traiter toutes les personnes de manière juste et équitable et éviter toute forme de discrimination.
- Les agents de police ne peuvent recourir à la force que lorsque cela s'avère strictement nécessaire, en se

conformant à la législation et aux pratiques nationales.

- Aucun agent de police, dans quelque circonstance que ce soit, ne doit infliger un acte de torture ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant.
- Les agents de police doivent protéger les personnes dont ils ont la garde, et s'assurer que des soins médicaux leur sont dispensés chaque fois que cela s'impose.
- Toutes les victimes de crime doivent être traitées avec compassion et respect.
- Les agents de police doivent respecter et défendre l'État de droit.
- Les agents de police doivent se comporter de manière intègre et éviter toute conduite qui pourrait ébranler la confiance du public.
- Les agents de police ne doivent pas commettre d'actes d'abus de pouvoir. Ils ne doivent pas accepter de pots de vin ou de faveurs ou tout ce qui pourrait être interprété comme malhonnête.
- Les agents de police doivent accomplir les fonctions qui leur sont imposées par la loi avec responsabilité et intégrité.
- Les agents de police doivent faire preuve de courtoisie à tout moment et d'une conduite exemplaire.
- Les affaires de nature confidentielles doivent être gardées secrètes sauf si elles doivent être divulguées pour des raisons de justice.
- Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les agents de police devront respecter et protéger tous les droits de propriété.

Depuis l'adoption du code, certains pays ont publié des guides de poche à l'intention de leurs agents de police. Les guides contiennent le code et des énoncés d'éthique policière.

Les codes de conduite fondés sur des principes pour les militaires et les forces de l'ordre ont un lien commun de professionnalisme, d'intégrité, de respect pour toute vie humaine et d'observation de l'État de droit. Exceller dans l'exécution des fonctions est aussi un thème commun, tout comme gagner le respect et le soutien de la population.

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève dit qu'un code de conduite bien planifié est susceptible de « promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et le bien-être des pays africains » et souligne qu'un code bien rédigé répondra aux besoins particuliers d'un pays ou d'une région spécifique, « contribuant ainsi à l'amélioration des relations civilo-militaires. » □



MILICIEIENS

OU ALLIÉS ?

PERSONNEL D'ADF

LES PROFESSIONNELS DE LA SÉCURITÉ PÈSENT LE POUR ET LE CONTRE D'UNE COLLABORATION AVEC DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES DE LA SÉCURITÉ

En mai 2013, un groupe de jeunes hommes dans l'État de Borno, au nord du Nigeria a décidé de riposter aux attaques de Boko Haram. Sommairement armés de bâtons, de machettes et d'outils de jardinage, ils ont dressé des barrages et sont partis patrouiller à pied. Ils ont contrôlé les voitures à la recherche d'armes ou de bombes et ont recueilli des informations auprès de la communauté pour procéder à des « arrestations par un simple citoyen » d'individus soupçonnés d'extrémisme.

Leur formation a coïncidé grosso modo avec la déclaration d'état d'urgence dans trois États du nord, alors ils ont décidé de s'appeler la Force opérationnelle commune-Soutien civil (Civilian Joint Task Force, CJTF) dans l'espoir de pouvoir aligner leur action sur celle de la Force opérationnelle interarmées qui combattait le terrorisme dans la région.

Au fil du temps, les civils ont fait impression. En bref, on reconnaît que ce sont eux qui ont chassé Boko Haram de Maiduguri, le lieu de naissance du groupe et la plus grande ville du nord-est du Niger. Ils ont affronté des militants aguerris de Boko Haram, alors qu'ils leur étaient inférieurs en nombre et en armes. Ils ont gagné tant de respect que le gouvernement de l'État de Borno a raclé

les fonds de tiroirs pour verser à ses membres 100 dollars par mois et leur a même donné des camionnettes pour patrouiller.

« Tout le monde fait confiance aux civils JTF, plus qu'aux militaires », a déclaré Agafi Kunduli, un habitant de Maiduguri, dans une interview accordée au Daily Beast, publiée en mai 2014.

Le groupe s'est aussi attiré des critiques. Certains membres de la CJTF, mécontents des lenteurs de la justice ont procédé à des exécutions sommaires et ont même brûlé vif des militants.

« Ils font justice eux-mêmes », a déclaré Valkamiya Ahmadu-Haruna, chargée du programme de la Fondation CLEEN au Nigeria, pour la promotion de la réforme du secteur de la justice. « Ils disent [à la police], nous vous avons remis le suspect, nous n'avons pas été informés officiellement de ce qu'il se passe.... Nous ferions mieux d'appliquer une justice expéditive. »

Ils ont aussi perdu de leur crédibilité, en juillet 2014, lorsque des fonctionnaires nigériens ont arrêté le chef de Boko Haram, Babuji Ya'ri, qui avait infiltré la CJTF. Certains habitants de Maiduguri ont été d'avis qu'un groupe d'autodéfense composé de civils fournissait à Boko Haram l'occasion d'attaquer des cibles civiles telles que des écoles et des hôpitaux.





« La Force opérationnelle commune civile a ajouté une dimension inquiétante à la violence », a écrit Human Rights Watch, dans un rapport de novembre 2013. « Les membres de la CJTF informent les forces de sécurité sur les activités locales présumées de Boko Haram ; le groupe islamiste s'en prend alors à la fois au groupe d'autodéfense du quartier et à la communauté au sens large. »

PAS DE BADGE, PAS D'UNIFORME, PAS DE PROBLÈMES ?

Il existe, à travers le continent, de nombreux exemples de conséquences positives et négatives lorsque des acteurs non-étatiques de la sécurité (ANES), comme la CJTF, se désignent eux-mêmes comme protecteurs du peuple.

Dans les zones les plus isolées du Soudan du Sud, un groupe se nommant les « Arrow Boys » a pris les armes pour protéger les villages des attaques de l'Armée de Résistance du Seigneur. Leurs membres ont été acclamés comme des sauveurs et présentés comme la solution « maison ».

À l'inverse, un autre groupe, qui est apparu au Soudan du Sud, montre les ANES sous un jour tout à fait différent. Dans les années 90, de jeunes gardiens de troupeaux, appelés Armée blanche Nuer, en raison de la cendre blanche dont ils se couvrent le visage pour éloigner les insectes, se sont armés pour protéger leurs troupeaux et les communautés. Au fil des années, ils ont amassé de plus en plus



« ILS DOIVENT
FAIRE
ATTENTION
À NE PAS
CRÉER UN
MONSTRE
QU’ILS NE
POURRONT
PLUS
CONTRÔLER ».

— Dr. Mathurin Hounnikpo

Habiba Saadu, à droite, de la Force opérationnelle commune-Soutien civil, fouille une femme à un poste de contrôle à Maiduguri, Nigeria. Saadu a déclaré qu’elle avait perdu toute sa famille à cause de Boko Haram et a évoqué les troubles que cela a suscités dans la région.

THE ASSOCIATED PRESS

d’armes, sont devenus plus agressifs et ont menés des raids contre des tribus rivales. Aujourd’hui, ils sont considérés comme le moteur du conflit ethnique qui déstabilise le Jonglei, au Soudan du Sud, et plonge le pays dans la guerre civile.

Ce qui commence comme un groupe d’autodéfense peut facilement dégénérer en une organisation dangereuse. « Ils doivent faire attention à ne pas créer un monstre qu’ils ne pourront plus contrôler », a déclaré Mathurin Hounnikpo, spécialiste des relations civilo-militaires. « Nous, en tant qu’universitaires, lorsque nous voyons ces jeunes, ces milices, nous devons nous demander : « Qui les contrôle ? quelles sont les politiques en présence ? ». Afin d’évaluer le mode d’opération des ANES et comment ils sont perçus, la fondation CLEEN a lancé un projet de recherche innovant, recensant les groupes dans huit États nigériens.



« ILS VIVENT DANS CES COMMUNAUTÉS, ILS ONT UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DU TERRAIN, CAR IL SE PEUT QU'UN POLICIER AIT ÉTÉ MUTÉ D'UNE AUTRE RÉGION ET QU'IL NE CONNAISSE NI LA LANGUE NI QUOI QUE CE SOIT DE CETTE RÉGION ».

— *Valkamiya Ahmadu-Haruna*
Chargée de programme, Fondation CLEEN

Un panneau indique la zone d'opération de la Force civile conjointe à Maiduguri, Nigeria.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon Ahmadu-Haruna, l'étude a conclu que les ANES tombaient dans trois catégories générales :

- **Les groupes religieux ou de revendication identitaire** : comme par exemple l'Hisbah, un groupe du nord, créé pour appliquer la Sharia, et le Congrès du peuple O'odua, créé dans le sud-ouest pour promouvoir le nationalisme yoruba et protéger les négociants yoruba.
- **Les groupes de surveillance de quartier/financés par l'État** : ceux-ci incluent la CJTF et d'autres, payés par l'État pour assurer la sécurité.
- **Les groupes de villageois ou communautaires** : ces groupes, plus petits, sont habituellement formés de villageois qui se portent volontaires pour offrir une protection et qui sont éventuellement rémunérés par des donations de la communauté.

La fondation CLEEN a aussi constaté que 64 pour cent des Nigériens estiment que les ANES ont un rôle à jouer dans le domaine de la protection.

Ahmadu-Haruna a déclaré que leur présence est très appréciée dans les zones rurales où il n'y a pas de secteur de sécurité officiel ou dans les quartiers urbains pauvres où les habitants estiment que les forces de sécurité ne répondent pas à leurs besoins.

« Le public considère que les institutions officielles ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités », a-t-elle dit.

Le secteur de la justice, explique Ahmadu-Haruna, est comme un trépied dont les trois pieds sont : le secteur de la police/de la sécurité, le système pénitentiaire et le système judiciaire. Si l'un de ces pieds est cassé, tout le système s'effondre et les groupes d'autodéfense surgissent pour infliger leur propre forme de justice.

Les ANES sont parfois considérés comme plus réactifs et plus en phase avec ce qui se passe dans les communautés. « Ils vivent dans ces communautés, ils ont une meilleure compréhension du terrain, car il se peut qu'un policier ait été muté d'une autre région et qu'il ne connaisse ni la langue ni quoi que ce soit de cette région », a-t-elle indiqué.



Le gouverneur de l'État de Borno, Kashim Shettima, serre la main de membres de la Force civile conjointe lors d'un événement à Maiduguri, Nigeria.

THE ASSOCIATED PRESS

Mais tout n'est pas positif. CLEEN entend aussi des récits effrayants d'habitants terrorisés par la justice des miliciens. Un groupe opérant dans le sud du Nigeria, appelé les Bakassi Boys, a la réputation d'attraper des voleurs présumés et de leur demander s'ils veulent porter « des manches courtes ou des manches longues », c'est-à-dire s'ils veulent avoir une partie ou tout leur bras amputé.

PARTENARIAT MILITAIRE

Le général de brigade Anthony Folorunsho, de l'Armée nigérienne, a déclaré que l'armée se montre prudente dans sa collaboration avec les ANES. Toutefois, il a indiqué que la situation désastreuse dans le nord-est du Nigeria nécessitait une collaboration unique, d'autant plus que les membres de la communauté étaient les seuls à pouvoir fournir des renseignements précis sur les mouvements des extrémistes dans la région.

« Nous n'encourageons pas les acteurs non-étatiques de la sécurité », a insisté Folorunsho. « Dans toutes les zones de conflit violent du pays, nous ne les encourageons pas ; nous essayons de les dissuader. Mais nous avons une situation particulière dans le nord-est et il nous fallait des informations. C'est par nécessité sécuritaire que nous utilisons aujourd'hui leurs services. »

Une meilleure méthode de collaboration avec le secteur civil, a-t-il dit, est ce que fait généralement l'Armée nigérienne dans les communautés où elle opère. Elle tient des réunions sur la sécurité de la communauté avec des dirigeants locaux, des entrepreneurs, des membres des forces

armées, de la police et du gouvernement. « Ils sont tous entièrement impliqués », a-t-il dit. « Les sujets de préoccupation sont évoqués à ces réunions. Grâce à cette collaboration, nous résolvons beaucoup de problèmes de sécurité humaine, qui, autrement, engendreraient des conflits. »

Folorunsho a aussi vanté les mérites de l'organisation civilo-militaire à chacun des états-majors de formation de l'armée, ce qui vise à améliorer les relations avec les civils et identifie les problèmes les plus urgents de la communauté, auxquels il faut trouver une solution.

Pour sa part, CLEEN a dressé une liste de recommandations en vue d'améliorer les méthodes de travail des ANES et de séparer les bons acteurs des mauvais. Elle recommande de :

- Tenir des ateliers de renforcement des capacités qui insistent sur un comportement éthique.
- Encourager la collaboration et les échanges entre les ANES, la police et l'armée.
- Trouver une source de financement de sorte que les ANES ne soient jamais financés par des politiciens corrompus ou des forces sectaires.
- Fournir un matériel de base tels que des talkies-walkies, mais pas d'armes à feu.

« Il n'y a qu'une seule police dans ce pays ; vous ne pouvez pas remplacer les fonctions de la police, mais vous pouvez l'aider dans son travail », a déclaré Ahmadu Haruna. « Il peut en résulter une relation symbiotique qui peut profiter aux deux parties. » □



LA SIERRA LEONE

MONTRE LA VOIE POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

La renaissance du pays suite à la guerre civile établit une nouvelle norme pour la reconstitution de l'armée

PERSONNEL D'ADF

Lorsque la guerre civile en Sierra Leone a pris fin en janvier 2002, le pays était en ruine. Le conflit avait fait environ 50.000 victimes, et il y avait plus de 2 millions de réfugiés, soit un tiers de la population. Des atrocités avaient été perpétrées. Les routes et les bâtiments étaient détruits. Les registres du pays avaient disparu. Il n'y avait plus de services de renseignement ni de système de sécurité. Le niveau de destruction des infrastructures était sans précédent; presque tout devait être reconstruit à partir de zéro.

La guerre, commencée en 1991, avait également laissé des ex-combattants en nombre pléthorique, des tensions politiques non résolues, un niveau de chômage élevé et une grande quantité d'armes légères en circulation.

Cinq ans après la fin de la guerre, pour la première fois en 20 ans, la Sierra Leone a organisé des élections nationales pacifiques sans l'aide d'une force de maintien de la paix. Aucun candidat à la présidentielle n'ayant obtenu la majorité nécessaire pour remporter l'élection, un deuxième tour a été organisé le mois suivant. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a déclaré ces élections « libres, équitables et crédibles ».

Depuis lors, le pays a fait la preuve que ces élections ne devaient rien au hasard. En novembre 2012, la troisième élection générale depuis la fin de la guerre civile a eu lieu dans le pays. Malgré la présence de 10 partis politiques, la Sierra Leone a organisé avec succès des élections présidentielles, législatives et locales pacifiques.

Un rapport paru en 2009 et réalisé à la demande du Fonds commun pour la prévention des conflits mondiaux du Royaume-Uni a attribué aux Nations Unies et au Royaume-Uni le mérite d'être intervenus dans la guerre civile et d'avoir restauré l'ordre, tout en précisant également que le succès des élections était le fruit du travail du peuple sierra-léonais.

Le rapport a indiqué que les élections témoignaient de la réussite des réformes du secteur de la sécurité engagées par le pays.

« L'élément clé de cette transformation de la sécurité a été et continue d'être le leadership exercé par un certain nombre de hauts responsables du gouvernement sierra-léonais qui ont soutenu les efforts de réforme du système de sécurité sur une longue période, souvent dans des circonstances difficiles », précise le rapport. La réforme du secteur de la sécurité (RSS) du pays a été saluée comme un exemple à suivre par d'autres pays.

Les responsables politiques sierra-léonais, d'après le rapport, « ont pris des décisions extrêmement difficiles dans des délais très courts, sur le terrain et dans le cadre d'institutions étatiques inopérantes voire parfois non existantes ».

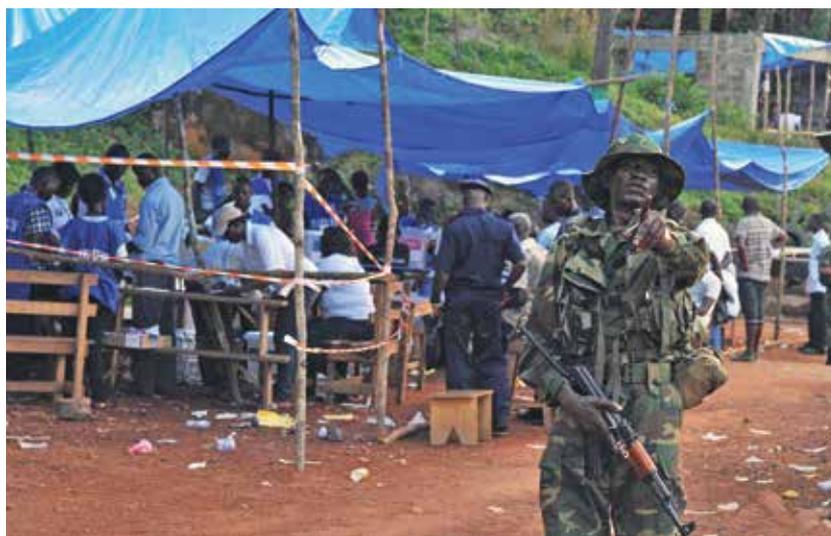
Les chercheurs ont conclu que le terme « réforme » ne faisait pas suffisamment justice à l'ampleur de la transformation qu'a connue le pays à cet égard. L'un des chercheurs a qualifié ce processus comme étant celui d'une « transformation complète des structures de sécurité » engagée sur plus d'une dizaine d'années. Le rapport du Royaume-Uni de 2009 a précisé que la transformation « s'exerçait en profondeur dans les institutions de sécurité internes et externes, modifiait les structures de commandement, apportait une formation du sommet jusqu'à la base et définissait des orientations, procédures et comportements en matière de dotation en personnel ».

En décembre 2013, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique a organisé un atelier réunissant des responsables de la sécurité de dix pays d'Afrique centrale. L'intervenant Ismail Tarawali, de l'Office de la sécurité nationale de la Sierra Leone, a précisé que la RSS de son pays a été engagée en établissant clairement que tous les citoyens devaient être impliqués.

« Les Sierra-Léonais étaient insatisfaits de ce qu'ils considéraient comme étant une définition corrompue de la sécurité, un concept de la sécurité presque exclusivement axé sur la survie du régime », a expliqué Ismail Tarawali. « Tout aussi problématique était l'approche traditionnelle de la sécurité, centrée sur l'État. Au lieu de cela, les Sierra-Léonais ont adopté une conception englobant tous les aspects de la sécurité, une vision qui plaçait le

Un soldat effectue une patrouille pendant que des assesseurs font le décompte des voix dans un bureau de vote au cours des élections nationales présidentielles, parlementaires et locales de la Sierra Leone en 2012.

AFP/GETTY IMAGES



« **L'ÉLÉMENT CLÉ DE CETTE TRANSFORMATION DE LA SÉCURITÉ A ÉTÉ ET CONTINUE D'ÊTRE LE LEADERSHIP EXERCÉ PAR UN CERTAIN NOMBRE DE HAUTS RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT SIERRA-LÉONNAIS QUI ONT SOUTENU LES EFFORTS DE RÉFORME DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ SUR UNE LONGUE PÉRIODE, SOUVENT DANS DES CIRCONSTANCES DIFFICILES.** »

— Fonds commun pour la prévention des conflits mondiaux du Royaume-Uni

citoyen au centre du processus national de l'instauration de la sécurité. »

À cet effet, le pays a créé un Office civil de la sécurité nationale. L'office a établi des normes visant à la restructuration de la police, des forces armées et des réseaux de renseignement. Ismail Tarawali a indiqué que la restructuration allait du niveau du village au niveau national.

« Honnêtement, il y a avait une forte pression exercée par nombre de Sierra-Léonais pour suivre le modèle libérien consistant à démanteler l'armée tout entière et à la reconstruire intégralement », a observé Ismail Tarawali. « Ceci a suffi à convaincre l'armée et la police de la nécessité de s'engager résolument dans la réforme, ne serait-ce que pour restaurer leur prestige notoirement mis à mal aux yeux de leurs compatriotes. »

La Sierra Leone n'est pas un endroit où il est facile de promouvoir la paix. Le pays compte environ 16 groupes ethniques, chacun avec ses propres coutumes et sa propre langue. L'anglais est la langue officielle du pays, mais sa pratique n'est pas très répandue. Le pays bénéficie également de certains avantages d'ordre culturel. Bien qu'il soit en grande partie musulman, il compte aussi une importante population chrétienne, et il est réputé dans toute l'Afrique pour la coexistence pacifique qui y règne entre les deux groupes.

Avec une si riche diversité ethnique en Sierra Leone, Ismail Tarawali a indiqué qu'il était impératif d'inclure pratiquement tout le monde dans les réformes du secteur de la sécurité — des réformes qui devront s'étaler sur une bonne partie de la prochaine décennie.

« Nous avons réuni des représentants de la police, de l'armée, des organisations gouvernementales locales et internationales, des chefs traditionnels ainsi que des structures élargies de la société civile dans un Groupe de travail national, afin d'élaborer une vision stratégique de la sécurité pour la Sierra Leone à partir de laquelle notre nouveau cadre d'orientation en matière de défense et de sécurité nationale a été créé », a-t-il expliqué. « Les évaluations de la sécurité nationale qui ont vu le jour à partir de ce processus ont été associées à Vision 2025, un document d'orientation qui esquisse une vision de la situation à laquelle le pays devrait parvenir en 2025. »

UN « ÉTAT EN DÉLIQUESCENCE »

Le Dr Abu Bakarr Bah, originaire de Sierra Leone, maître de conférences à la Northern Illinois University, aux États-Unis, affirme qu'à la fin de la guerre civile, son pays natal était un « État en déliquescence ».

« Je dis souvent aux gens que la Sierra Leone a touché le fond », ajoute Abu Bakarr Bah. « Et une fois que vous touchez le fond, vous ne pouvez plus que remonter à la surface. »

Abu Bakarr Bah rappelle que l'armée avait « disparu » à la fin de la guerre. Pour lui, sa renaissance a commencé avec la démobilisation des combattants. « Une partie de ceux qui ont remis leurs armes et ont accepté la paix a été en fait intégrée dans la nouvelle force. »

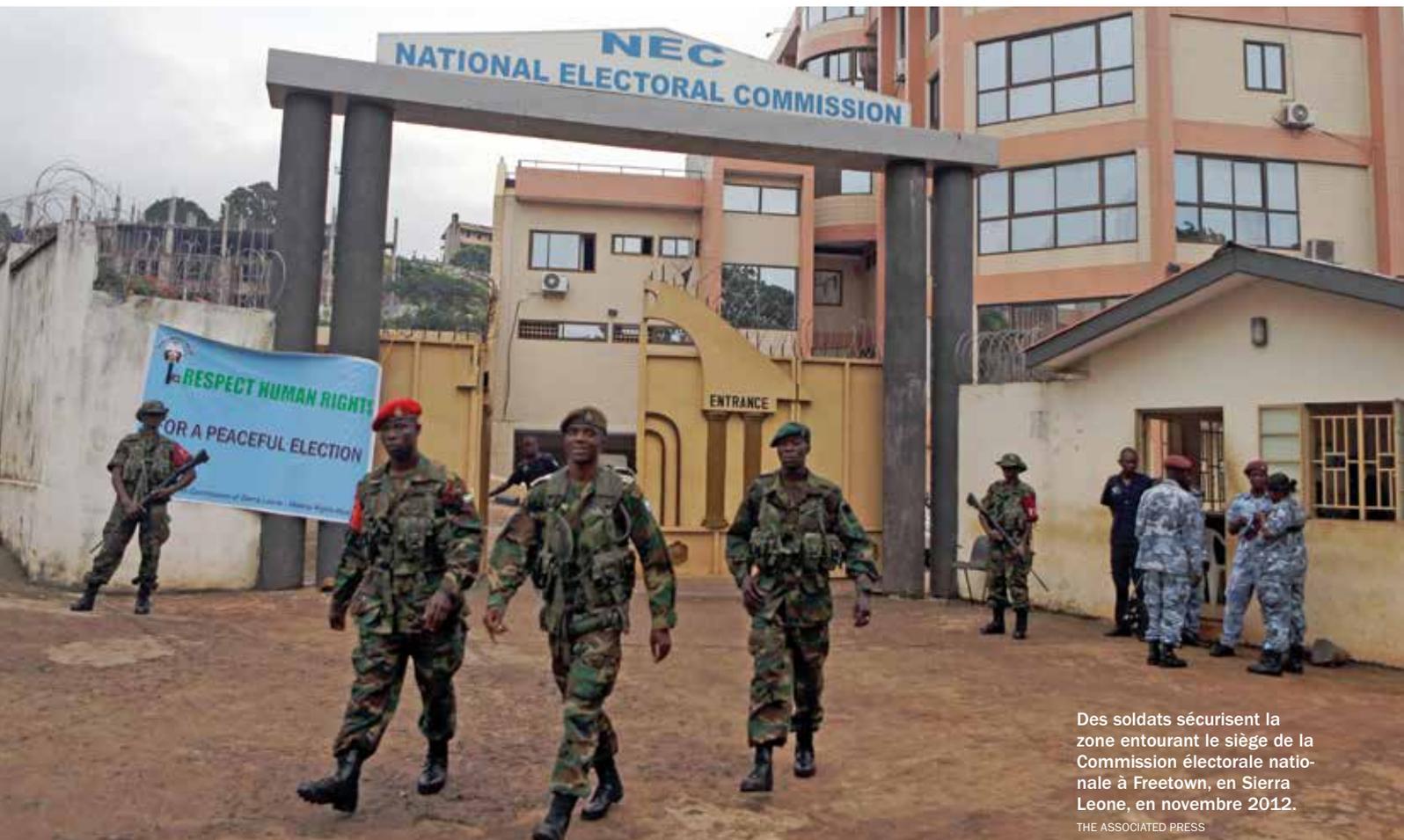
Ensuite est venu le moment de former la nouvelle armée. « La formation avait deux composantes », précise Abu Bakarr Bah. « D'une part, la composante technique, les compétences militaires, telles que le tir. D'autre part, ce qu'ils appellent le professionnalisme, à savoir insuffler une vision d'une force qui soit disciplinée et contrôlée, c'est-à-dire contrôlée démocratiquement et par les civils. Les militaires ont été formés aux principes de base du fonctionnement d'une bureaucratie et à la gestion de l'avancement et des soldes. »

Le pays a institué la Commission anti-corruption de la Sierra Leone afin de traiter des problèmes spécifiques qui ont mené à la guerre civile.

« Concrètement, la corruption se ramène à trois sortes d'activités », explique Abu Bakarr Bah. « L'une est le versement d'un pot-de-vin : quelqu'un vous demande de lui donner de l'argent pour faire un travail qu'il est censé fournir gratuitement. Par exemple, si vous désirez retirer votre passeport du bureau de l'immigration, le fonctionnaire de l'immigration vous dira alors que vous devez lui donner de l'argent avant qu'il ne vous donne votre passeport à temps. »

« Un autre type de corruption est la discrimination », poursuit-il. « Par exemple, deux personnes postulent pour un emploi. L'une d'entre elles est plus qualifiée, mais la personne la moins qualifiée obtient l'emploi parce que vous connaissez son oncle ou en raison de votre origine ethnique ou tribale. »

« Le troisième type est le détournement de fonds



Des soldats sécurisent la zone entourant le siège de la Commission électorale nationale à Freetown, en Sierra Leone, en novembre 2012.

THE ASSOCIATED PRESS

pur et simple. Par exemple, il existe un fonds, doté de 10.000 dollars, pour construire une école, et les responsables dépensent 3.000 dollars pour l'école et ensuite trouvent toutes sortes d'artifices comptables pour empocher les 7.000 dollars restants. » Abu Bakarr Bah observe que la Commission anti-corruption consacre l'essentiel de son action aux détournements de fonds.

« La stratégie est de traduire effectivement les gens devant les tribunaux, mais en cherchant le règlement des affaires plutôt que d'engager une procédure judiciaire », affirme-t-il. « La stratégie est en réalité le recouvrement des fonds. Le raisonnement est que les procédures judiciaires n'aboutissent pas toujours à ce que les personnes remboursent les sommes d'argent. »

Avant la guerre civile, l'armée sierra-léonaise était considérée comme n'étant rien de plus que l'institution protectrice d'un régime corrompu. C'est cela qui, en partie, a mené à la guerre.

« En un certain sens, c'est effectivement la fonction de l'armée de préserver l'État », fait valoir Abu Bakarr Bah. « Le problème tient à la nature du régime. Dans la situation d'avant la guerre, les militaires étaient chargés de préserver un régime à parti unique et corrompu. Désormais leur tâche doit être de préserver véritablement un régime démocratique. Si l'armée a pour devoir de protéger les institutions de la démocratie et le système électoral, il n'y a pas de problème. »

AU-DELÀ DE L'ARMÉE

La réforme du secteur de sécurité ne concerne pas seulement l'armée. Dans les phases ultérieures des réformes de la Sierra Leone, le pays a commencé à étudier le fonctionnement de son ministère des Affaires internes et de ses services pénitentiaires. Suffisamment de temps s'est écoulé pour permettre à présent aux observateurs de noter ce qui a bien fonctionné et ce qui n'a pas bien fonctionné au cours du processus de réformes menées par le pays. Le rapport du Royaume-Uni de 2009 présente les conclusions suivantes :

- Avoir les personnes qualifiées en place et prendre des mesures « est plus judicieux qu'une planification détaillée, exhaustive et prenant beaucoup de temps ». Donner aux personnes qualifiées le pouvoir de prendre des décisions, et ensuite les laisser faire leur travail.
- L'appropriation nationale est d'importance cruciale, même au début du processus, lorsque le gouvernement est désintégré. L'aide extérieure, comme celle des Nations Unies, devrait revêtir la forme de conseillers plutôt que d'exécutants.
- La rotation des conseillers externes est « chronique-ment élevée ». Par conséquent, il est crucial de mettre sur pied une bonne équipe nationale qui soit en mesure de s'accommoder de la succession régulière de conseillers. L'un des aspects les plus difficiles de la réforme du système de sécurité est de mettre en place



Des soldats sierra-léonais effectuent une patrouille à proximité de la ville de Kismayo dans le sud de la Somalie. La Sierra Leone a envoyé 850 soldats pour contribuer à la mission de maintien de la paix en Somalie.

AU UN IST PHOTO/JACOB WILLMER

et conserver une telle équipe nationale.

- L'équipe nationale et les intervenants extérieurs doivent élaborer une bonne stratégie de sortie pour les conseillers. Tout plan de réforme doit inclure une stratégie « à un stade tardif ».
- Si l'équipe nationale est trop petite, elle peut ne pas être utilisée à bon escient lorsque le pays devient instable. L'équipe nationale doit atteindre une certaine « masse critique » pour assurer sa viabilité dans les inévitables périodes problématiques.

Abu Bakarr Bah fait remarquer que l'envoi par la Sierra Leone de soldats de la paix dans d'autres pays est la preuve du chemin que l'armée a parcouru en matière de réformes. Le pays a déployé un contingent de 850 soldats, dont soixante-cinq femmes, dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie.

À ce jour, en 2014, la Sierra Leone a obtenu

des résultats impressionnants dans la réforme du système de sécurité. Toutefois, le pays est encore confronté à des problèmes majeurs. Au moment où les Nations Unies se sont retirées du pays en mars 2014 après quinze années d'opérations de maintien de la paix, les responsables ont averti que la Sierra Leone était toujours aux prises avec la pauvreté, le chômage, la corruption persistante et la nécessité de préserver l'état de droit. L'espoir demeure malgré tout.

Lors d'un discours prononcé en avril 2014, le Président sierra-léonais Ernest Bai Koroma a déclaré que les réformes de son pays étaient un exemple pour le reste du monde. « Aujourd'hui, non seulement nous figurons parmi les nations les plus pacifiques du monde, mais également nous exportons la paix et la sécurité à travers notre participation aux opérations de maintien de la paix en Somalie, au Darfour et dans d'autres régions du monde. » □

Créer des partenariats solides pour établir et maintenir la sécurité et la stabilité en Afrique



Afin de promouvoir la coopération et une compréhension commune des problèmes de sécurité auxquels le continent est confronté, l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique accueillera un symposium qui réunira de hauts dirigeants militaires de tout le continent.

SOMMET DES FORCES TERRESTRES AFRICAINES (ALFS)

Février 9-12, 2015

Dakar, Sénégal

Pour voir les vidéos en direct et les mises à jour d'ALFS, consultez : www.usaraf.army.mil.

Pour lire les comptes rendus de l'événement ou pour participer à la table ronde des blogueurs de l'ALFS, consultez: armylive.dodlive.mil.





SOLDATS
DES

PAS DES CHIFFRES

L'INTÉGRATION DES FEMMES DANS LES ARMÉES AFRICAINES DOIT ALLER AU-DELÀ DES QUOTAS ET DES RÔLES TRADITIONNELS

PERSONNEL D'ADF
PHOTOS DE REUTERS

À une époque, certains des soldats les plus redoutables et les plus expérimentés de l'Afrique étaient des femmes : les guerrières amazones du Royaume du Dahomey. Cette force combattante entièrement féminine, recrutée à partir de captives et de la population autochtone, a également servi en qualité de gardes du corps du roi.

Cette force a été constituée au XVIII^e siècle, à partir d'une unité créée pour la chasse à l'éléphant. Vers le milieu du XIX^e siècle, leur nombre s'était accru et on comptait entre 1.000 et 6.000 combattantes, soit environ un tiers de l'armée du Dahomey. Le royaume, qui s'étendait dans ce qui est à présent le sud du Bénin, était assez progressiste pour son époque ; les femmes y avaient des droits que nombre d'autres sociétés ne leur conféraient pas.

Les amazones ont combattu vaillamment tout au long des guerres entre la France et le Dahomey, en 1890 et 1892, jusqu'à leur conclusion. Au moment de la conquête française en 1892, la plupart des amazones avaient été décimées. C'est avec fierté que l'on se remémore les guerrières du Dahomey dans le Bénin d'aujourd'hui. En 2010, le Bénin était l'une des treize anciennes colonies françaises ayant envoyé un contingent à Paris pour le défilé militaire commémorant la prise de la Bastille. Ce pays a choisi d'envoyer son unité d'élite de femmes soldats connue sous le nom des Amazones du Bénin.

À gauche : une femme soldat somalienne, formée par l'équipe de la mission de formation de l'Union européenne, participe à une cérémonie de sortie de promotion en Ouganda le 1^{er} février 2013. Les Somaliennes qui s'enrôlent dans l'armée se heurtent souvent à une certaine résistance de la part de la société et de leurs familles.



Guerrières amazones du Royaume du Dahomey.

PLUS QUE SIMPLEMENT DES CHIFFRES

Au XXI^e siècle, les femmes continuent à servir avec distinction dans les forces de sécurité africaines. Les experts conviennent que le fait d'avoir des femmes dans l'armée, la police et les forces de sécurité africaines est une chose positive, car elles sont les représentantes de plus de la moitié de la population d'un pays. À cette fin, plusieurs nations, en particulier dans l'Afrique australe, ont fait progresser l'intégration des femmes dans les forces de sécurité.

Selon le Baromètre 2014 du Protocole de la Communauté de développement de l'Afrique australe sur l'égalité des sexes et le développement (Southern African Development Community Protocol on Gender and Development), les femmes constituent jusqu'à 28 pour cent des forces de défense de l'Afrique du Sud, 38 pour cent de la police des Seychelles et 52 pour cent des services pénitentiaires des Seychelles. Le Zimbabwe compte la proportion la plus élevée (35 pour cent) de femmes servant dans les forces de maintien de la paix. En 2013, la Namibie était en tête de cette catégorie avec 46 pour cent. L'objectif pour chacune de ces catégories en 2015 est de 50 pour cent.

La Somalie, un pays qui sort de plus de vingt ans de déliquescence de l'état de droit et d'attentats terroristes, a commencé à intégrer des femmes dans son armée nationale naissante. À la mi-2014, on comptait environ 1.500 femmes parmi les 20.000 soldats du pays. Naemo Abdi, âgée de vingt-cinq ans, est l'une d'entre elles. « Cela a été difficile, mais je dois le faire pour servir mon pays sans réserve », déclare-t-elle à The Associated Press. Le genre n'est pas une frontière. Si elles sont déterminées, les femmes peuvent travailler bien mieux que les hommes. »

Malgré cela, son choix de quitter la vie familiale en 2012 pour rejoindre l'armée a été accueilli avec scepticisme et parfois avec hostilité. Son mari et sa famille s'opposaient à cette décision. Une fois, alors qu'elle fouillait un homme qui s'apprêtait à entrer dans un poste de police somalien, il lui a dit d'un ton cassant : « Femme et soldat ? »

D'autres se plaignent de discrimination, expliquant qu'elles sont piégées dans des emplois subalternes. Nombre d'entre elles assurent la sécurité dans les postes de police. « Le seul problème est que les femmes sont reléguées dans ce type d'emplois et ne sont pas promues à des fonctions plus importantes », indique la femme soldat Shukri Hassan à AP.

« La présence de femmes parmi les hauts gradés inciterait davantage de femmes à s'engager dans l'armée », observe la femme soldat Halimo Maalin.

TRANSFORMER LES STRUCTURES DIRIGEANTES

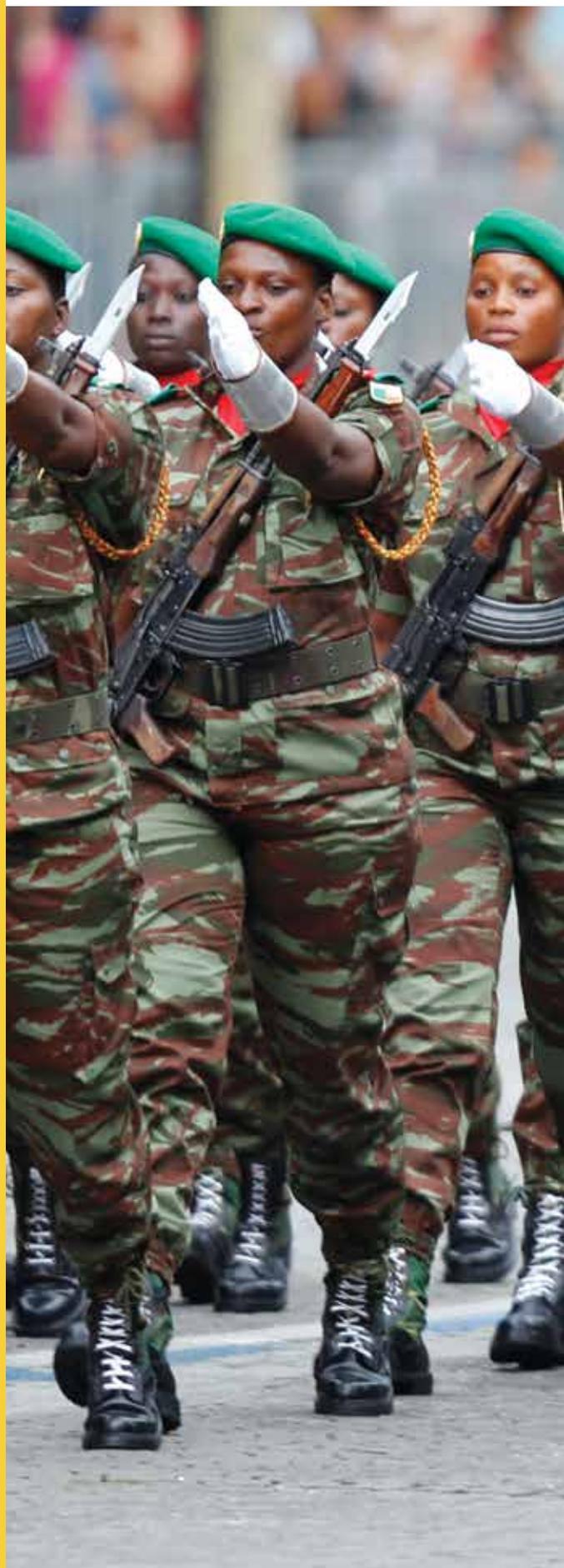
L'exercice des responsabilités par les femmes fait partie des défis les plus importants à relever pour l'intégration des femmes dans les forces armées et la police. L'un des thèmes majeurs évoqués lors d'une conférence régionale sur le genre qui s'est tenue à Windhoek, en Namibie, en juin 2014, était que les chiffres en eux-mêmes ne constituaient pas un objectif suffisant. Les nations auraient plutôt intérêt à axer leurs efforts sur la participation active des femmes aux questions d'égalité entre les sexes au niveau de la prise de décision.

Les nations africaines manifestent de l'intérêt pour le sujet. Des représentantes du Botswana, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, du Sénégal, de la Sierra Leone et de la Zambie ont assisté à la conférence et ont partagé les stratégies et les meilleures pratiques.

Certaines femmes servent déjà aux échelons supérieurs des structures du commandement militaire dans l'ensemble du continent. Une fois de plus, l'Afrique australe se distingue. La générale de division Nontsikelelo Memela-Motumi, des Forces de défense nationale sud-africaines, est chef adjointe des ressources humaines et elle est la femme au grade le plus élevé au sein de l'armée sud-africaine. Elle a publié un article traitant de la nécessaire présence des femmes à des postes de responsabilité dans le numéro de septembre 2013 du magazine *South African Soldier*.

« Il faut qu'il y ait davantage de femmes à des fonctions dirigeantes non seulement pour qu'elles puissent être des exemples à suivre, mais également pour qu'elles puissent donner l'impulsion à un programme de transformation allant dans le sens du « non sexisme », fait-elle valoir. « Il est révélateur qu'il existe entre les hommes et les femmes des disparités systématiques en matière de représentation des femmes, tant sur le fond qu'à titre symbolique, dans les structures de commandement militaire. »

C'est également l'avis de Cheryl Hendricks, professeure de science politique à l'Université de Johannesburg. Toutefois, il faudra du temps pour que les femmes se hissent à des niveaux leur permettant d'exercer une influence de fond. Pour elle, on doit donner aux femmes qui rejoignent les forces de sécurité des raisons de rester, sous la forme de formations et de possibilités de promotion. La promotion rend possible la présence de femmes à des postes de responsabilité pouvant introduire des réformes dans le secteur de la sécurité.





Un régiment féminin de l'armée béninoise connu sous le nom d'Amazones du Bénin défile sur les Champs Élysées le 14 juillet 2010, à l'occasion du défilé militaire commémorant la prise de la Bastille.



Des femmes soldats du gouvernement somalien, revêtant l'uniforme des Forces de défense populaires de l'Ouganda et formées par l'équipe de la mission de formation de l'Union européenne, exhibent leurs cibles de tir lors de la cérémonie de sortie de leur promotion en Ouganda le 10 mai 2012.

« Nous nous sommes tellement focalisées sur le processus à faire accéder les femmes à ces postes, et ce que l'on constate est que les femmes y accèdent effectivement, mais qu'elles n'y restent pas très longtemps non plus », indique Cheryl Hendricks à ADF. « Donc après trois ou quatre années, elles se dirigent vers d'autres activités. Par conséquent, c'est le maintien des femmes à leur poste, pas simplement le recrutement, mais leur maintien en fonction qui est un problème important dans le secteur de sécurité. »

Les forces de sécurité doivent trouver un juste équilibre entre une formation adéquate et un engagement à l'égard de la promotion des femmes. « Il faut éviter de mettre des personnes à des postes pour lesquels elles ne sont pas en mesure d'accomplir leur mission », ajoute Cheryl Hendricks. « Cela revient à se tirer une balle dans le pied. Aussi devez-vous donner aux personnes la formation requise pour réussir dans leurs fonctions. En revanche, vous pouvez également accélérer la formation, de telle sorte qu'au lieu que cela vous prenne 20 ans, cela pourrait ne vous prendre que 10 ans si des efforts concertés sont faits pour que vous y parveniez. Il vous faut donc rechercher des femmes ayant des capacités, les identifier et vous assurer que vous leur faites suivre un programme accéléré. »

ÉVITER LE PIÈGE DU GENRE

Cheryl Hendricks dit qu'elle commence toujours en partant du principe que les femmes sont des citoyennes ayant les mêmes droits que les hommes dans la société, et qu'elles méritent d'avoir l'opportunité de rechercher toute forme de service ou d'emploi qui les intéresse, du moment qu'elles sont qualifiées pour le faire. Un secteur de la sécurité plus représentatif tiendra compte des besoins de tout le monde dans la société. Des arguments semblables ont été avancés et ont été suivis d'effet dans tout le continent concernant l'intégration des groupes raciaux et ethniques dans les forces de sécurité. Les mêmes types d'arguments devraient donc s'appliquer pour les femmes. Pour Cheryl Hendricks, l'intégration des femmes comme des groupes ethniques atteint l'objectif fondamental de la réforme du secteur de la sécurité, à savoir « un secteur de la sécurité plus représentatif, plus légitime, plus responsable et plus apte à faire face à diverses situations. »

Là où les militaires doivent être prudents, ajoute-t-elle, c'est lorsqu'ils tiennent pour acquis que les femmes apportent des qualités uniques relevant du genre dans leurs fonctions dans l'armée et dans la police. Par exemple, certains présupposent que les femmes sont meilleures pour la communication,

manifestent plus d'empathie et sont plus susceptibles de rechercher la paix. Parfois on part du principe qu'elles sont meilleures dans leurs interactions avec les femmes et les enfants civils ou plus susceptibles de s'opposer à la violence à caractère sexiste. Il arrive que ces hypothèses s'avèrent exactes, mais il existe également des hommes qui excellent dans ces domaines. « Nous ne pouvons donc pas avancer un argument aussi uniforme de cette manière », suggère Cheryl Hendricks. « Ce que nous devons faire est de déterminer quelles compétences sont nécessaires pour un secteur de la sécurité d'une société particulière ou une mission de paix particulière, etc., et ensuite examiner de quelle manière nous pouvons former chaque personne à exercer ces compétences. »

Cheryl Hendricks appelle ceci le « piège du genre ». Si les responsables tiennent pour acquis que la valeur des femmes réside dans leur apport d'un ensemble particulier de compétences, alors seules les femmes devront assumer la charge de transformer les relations entre les hommes et les femmes dans le secteur de la sécurité. « C'est pourquoi j'ai tendance à mettre l'accent sur une discussion fondée sur les droits », précise-t-elle. « Pour tout autre secteur, on ne voit pas la nécessité d'aller chercher les qualités uniques des femmes qui vont aller travailler, par exemple, dans les affaires ou dans l'administration. Il va de soi qu'elles y ont leur place. Toutefois, d'une certaine façon, lorsqu'il s'agit du secteur de la sécurité, il nous faut trouver ces justifications à la présence des femmes dans ce secteur particulier. »

Boubacar N'Diaye, président du Réseau africain pour le secteur de la sécurité, avance qu'il s'agit d'une question d'équilibre. Les femmes doivent être incluses, bienvenues et à des postes d'autorité. Boubacar N'Diaye, dans le cadre de son travail sur les réformes dans tout le continent, indique qu'il lui a fallu maintes fois répondre à des fonctionnaires africains lui demandant pourquoi il était important pour les femmes d'avoir une présence dans le secteur de la sécurité.

« Je leur dis de ne pas oublier qu'il n'y a pas si longtemps, à l'époque du colonialisme, les Européens pensaient que les hommes africains n'étaient pas capable de faire partie de l'armée et ne pouvaient être ni à des postes de combat, ni à des postes de commandement », explique-t-il. « Quel serait alors votre sentiment si cela devait encore exister à l'heure actuelle ? Et je pense que cela illustre bien qu'il est injustifiable de continuer à avoir des appareils de sécurité excluant plus de la moitié de la population, et donc de se priver ce faisant de tant de talents et de tant d'énergie. » □

L'AMISON UTILISE

4.500 BALLONS DE FOOTBALL POUR PROMOUVOIR LA PAIX

AMISON

La Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISON) a remis aujourd'hui 4.500 ballons indestructibles au gouvernement somalien pour promouvoir la paix et enseigner aux enfants et aux groupes de jeunes dans tout le pays les compétences indispensables dans la vie.

Ces ballons de football ont été donnés à l'AMISON par le Projet One World Futbol par le biais du Bureau d'Appui des Nations Unies à l'AMISON.

S'exprimant lors d'une cérémonie, en août 2014, le chef par intérim de l'AMISON, Lydia Wanyoto, a déclaré que le sport était l'un des piliers essentiels de la transformation sociale et du développement. Wanyoto a dit que la Somalie et l'Association somalienne de football allaient distribuer ces ballons de football dans les écoles et parmi les groupes de jeunes et les groupes défavorisés dans tout le pays pour promouvoir la paix, l'éducation, les droits de l'homme, l'égalité et l'inclusion sociale, et améliorer la santé.

« Les matches de football, au

niveau communautaire, national et mondial, ont été pendant longtemps idéalisés comme étant un moyen de guérir les blessures, de lever les barrières, et de surmonter les différences entre les cultures, les religions et les nations. Le football est souvent considéré comme étant au-dessus de la politique et des préjugés car même les pays en proie à la guerre déposent les armes et se réunissent pour encourager leurs équipes. Et cela peut être vrai en Somalie », a-t-elle dit.

Sandra Cress, Directrice du Projet One World Futbol en Afrique, a déclaré que cette organisation distribue des ballons presque indestructibles aux communautés défavorisées, où le football peut être utilisé pour enseigner des compétences et favoriser un changement social. Les ballons n'ont jamais besoin d'être pompés et ne se dégonflent jamais, même s'ils sont percés plusieurs fois. Ils sont conçus pour résister à tous les environnements, des plages aux terrains les plus rudes.



Des jeunes Somaliens jouent au football sur une plage à Mogadiscio. AFP/GETTY IMAGES

LES STARS DE LA MUSIQUE AFRICAINE RENDENT HOMMAGE À MANDELA

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les superstars de la musique, Johnny Clegg et Youssou N'Dour, ont rendu hommage à l'icône sud-africaine,

Nelson Mandela, le

15 juin 2014, lors de la 20e édition du Festival des musiques sacrées du monde, au Maroc.

Le festival qui s'est tenu à Fès, la capitale spirituelle de ce pays d'Afrique du Nord, a débuté par la lecture du poème *Invictus*, du poète anglais William Ernest Henley, que Mandela avait coutume de réciter en prison pendant l'apartheid. Des milliers de personnes se sont mises à danser lorsque le Sud-africain, connu dans le monde entier comme le « Zoulou blanc » pour son mélange de paroles et de rythmes anglais et zoulous, est monté sur scène.

« Merci pour cet hommage à un grand homme, qui a joué un rôle important dans ma vie et dans celle du monde », a déclaré en français l'artiste de 61 ans, après avoir interprété *Asimbonanga*, tube des années 80 dédié à Nelson Mandela, qui signifie « nous ne l'avons pas vu ».

Johnny Clegg a été rejoint un temps par une autre célébrité, le chanteur sénégalais Youssou N'Dour, pour interpréter un medley, dont la chanson de N'Dour « Nelson Mandela », a été écrite en 1985 après des heures passées à Dakar « à regarder les informations sur l'apartheid avec ma mère ».

Le spectacle a coïncidé avec la fin du deuil traditionnel observé par la famille de Mandela – six mois après sa mort, le 5 décembre 2013, à l'âge de 95 ans, des suites d'une longue maladie.

DES SILOS TRANSFORMÉS EN ART MODERNE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Sur le Waterfont, dans le port du Cap, à l'extrême pointe sud de l'Afrique, le plus grand musée d'art contemporain du continent est en construction, dans un ensemble de tubes de béton haut de neuf étages.

Le projet de 50 millions de dollars visant à transformer la sombre fonctionnalité des 42 silos de l'époque coloniale, désaffectés aujourd'hui, en un hommage à la créativité africaine, est dirigé par une équipe internationale d'experts et d'architectes.

Pour Mark Coetzee, directeur général du futur Musée d'art contemporain d'Afrique Zeitz, le projet est l'aboutissement d'une promesse qu'il s'était faite à lui-même il y a un quart de siècle.

« J'ai toujours rêvé de construire un musée d'art contemporain en Afrique », a déclaré l'ancien directeur sud-africain de la Rubell Family Collection de Miami, aux États-Unis. « Lorsque j'ai quitté le Cap, il y a 25 ans, je me suis juré de n'y revenir que lorsque j'aurais acquis toutes les compétences et relations pour y parvenir. »

Pour l'architecte britannique Thomas Heatherwick, auteur de projets réputés comme la vasque olympique des Jeux de Londres en 2012, c'était un défi stimulant.

« Comment voulez-vous transformer 42 tubes en béton verticaux en un endroit idéal pour découvrir la culture contemporaine ? », s'est interrogé l'architecte. « Nous pouvions soit nous battre contre un bâtiment fait de tubes en béton ou profiter de sa tubitude. »

Un espace elliptique sera creusé au centre du bâtiment de neuf étages pour créer un grand atrium qui sera inondé de lumière grâce à un toit de verre, selon les concepteurs du projet. Certains compartiments des silos seront ouverts au niveau du sol pour accueillir des galeries d'exposition, tandis que d'autres logeront des ascenseurs.

Il est difficile de se représenter cette vision lorsque l'on se rend sur le chantier de construction sur le Victoria and Albert Waterfront, où les ouvriers n'en sont qu'aux premières phases d'un projet qui devrait être achevé fin 2016.

« Il y a un intérêt croissant pour les arts visuels en Afrique et d'Afrique », a déclaré Coetzee. « Le marché est en plein essor, des artistes d'Afrique participent à toutes les grandes biennales, les grands galeristes et les collectionneurs s'intéressent aux artistes d'Afrique. »

Outre une collection permanente, les 80 galeries du musée rassembleront des expositions temporaires et itinérantes. Le musée se consacrera aux œuvres du 21^e siècle et orientera sa collection sur des œuvres postérieures à 2000.

Un maçon inspecte un silo sur le chantier de construction du nouveau Musée d'art contemporain d'Afrique Zeitz au Cap, en Afrique du Sud.

AFP/GETTY IMAGES

L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE RWANDAISE est en plein essor

THE EASTAFRICAN

Après le génocide rwandais de 1994, qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, des Rwandais ont commencé à raconter leur histoire au cinéma.

Le premier à l'avoir fait est Eric Kabera qui, en 2001, s'est associé avec le cinéaste britannique Nick Hughes pour réaliser *100 jours*. Non seulement son film a connu un succès lors de la première à Kampala, en Ouganda, mais il a aussi remporté le Prix du meilleur film en Inde. Comme son nom l'indique, le film relate ce qui s'est passé pendant le génocide, lorsqu'un million de Rwandais ont été tués en l'espace de 100 jours. Par la suite, il a incité d'autres cinéastes locaux et internationaux à faire d'autres films sur le génocide.

Les plus remarquables d'entre eux sont l'épopée *Quelques jours en avril*, le documentaire fascinant *J'ai serré la main du Diable* et *Hôtel Rwanda*, basé sur ce qui s'est passé à l'hôtel des Mille Collines pendant le génocide.

Des dizaines de films sur les 100 jours les plus sombres de l'histoire du Rwanda sont devenus l'élément déterminant de la nouvelle industrie cinématographique du pays. Mais à mesure que l'industrie prenait de l'ampleur, les cinéastes rwandais se sont rendus compte qu'il fallait faire des films qui représentaient le Rwanda d'aujourd'hui.



Le film *Africa United* a été projeté au Festival cinématographique du Rwanda en 2014. Il raconte l'histoire de trois enfants rwandais qui tentent d'assister à la cérémonie d'ouverture de la Coupe du monde de football de 2010.

Pour Kabera, le succès de *100 jours* a été une source d'inspiration pour réaliser un autre projet : la création du Rwanda Cinema Centre, un centre de formation pour les futurs cinéastes. Le centre, qui a ouvert ses portes en 2003, a formé des scénaristes, des metteurs en scène et des réalisateurs et pourtant la culture cinématographique ne représentait pas encore grand-chose au Rwanda.

En 2005, Kabera a lancé le premier festival cinématographique du Rwanda qu'il a baptisé « Hillywood ».

« Hillywood signifie le cinéma dans les collines du Rwanda », a-t-il expliqué. L'objectif principal d'Hillywood, aussi connu comme le Festival cinématographique du Rwanda, était de servir de plate-forme aux films produits localement et d'aider les cinéastes locaux à rencontrer des cinéastes internationaux. Pendant les festivals annuels – la 10^e édition a eu lieu en juillet 2014 – des films nationaux et internationaux sont projetés sur des écrans géants dans tout le pays.



FACEBOOK VA LANCER UNE APPLICATION INTERNET *en Zambie*

AGENCE FRANCE-PRESSE

L

e géant des médias sociaux Facebook vient de lancer une application permettant aux usagers qui possèdent un téléphone portable mais n'ont pas accès à Internet d'obtenir des services en ligne en matière de santé, d'éducation et de communications de base.

La société a annoncé que l'application Internet.org a été initialement lancée en Zambie et doit être déployée dans d'autres pays où l'accès à Internet est déficient ou inabordable.

« Plus de 85 pour cent de la population mondiale vit dans des zones disposant d'une couverture cellulaire, et pourtant seulement 30 pour cent de la population totale a accès à Internet », explique Guy Rosen de Facebook sur un blog. « Le manque d'accessibilité économique et d'information constitue pour de nombreuses personnes un obstacle de taille à l'adoption d'Internet, et aujourd'hui nous introduisons l'application Internet.org pour rendre Internet accessible à davantage d'usagers, en fournissant un ensemble de services de base gratuits. »

Cette application permet aux usagers équipés de téléphones portables utilisant le système d'exploitation

Android d'avoir gratuitement accès à certains services, notamment Wikipedia, Google Search, Facebook et AccuWeather, ainsi qu'à des sites présentant des informations sur la santé et le bien-être.

Cette initiative a déjà aidé trois millions de personnes n'ayant pas accès auparavant à Internet d'y accéder à présent. Seuls 15 pour cent des Zambiens ont accès à Internet, mais ce programme les aidera à trouver des emplois, des informations sur la santé procréative ainsi que d'autres questions touchant à la santé et à rester connectés avec leurs êtres chers.

Les usagers zambiens auront également accès à plusieurs services, parmi lesquels Go Zambia Jobs, Mobile Alliance for Maternal Action, Women's Rights App et Zambia uReport. L'application sera disponible en partenariat avec l'opérateur mobile Airtel.

En 2013, Mark Zuckerberg, le directeur général de Facebook, a annoncé la création d'Internet.org en vue d'aider à améliorer l'accès en ligne dans le monde entier, avec plusieurs partenaires dont Ericsson, MediaTek, Nokia, Opera, Qualcomm et Samsung. Google développe sa propre initiative visant à élargir l'accès à Internet et est en train de tester l'utilisation de ballons dans des zones ne disposant pas de réseaux sans fil.

Une femme se sert de son téléphone portable à Kigali, au Rwanda, en mars 2014.

AFP/GETTY IMAGES

ANNONCE DE PLUS DE 17 MILLIARDS DE DOLLARS D'ENGAGEMENTS LORS D'UN SOMMET

REUTERS

Plusieurs sociétés américaines et africaines et la Banque mondiale se sont engagées le 5 août 2014 à investir plus de 17 milliards de dollars dans des projets liés à la construction, à l'énergie et aux technologies de l'information en Afrique.

La veille, General Electric a annoncé de nouveaux investissements en Afrique d'un montant de 2 milliards de dollars jusqu'en 2018, lors du coup d'envoi du Sommet États-Unis-Afrique de Washington destiné à intensifier les échanges commerciaux.

GE a indiqué à l'Agence France-Presse que les nouveaux investissements porteraient sur des programmes de formation en matière de santé dans plusieurs pays, dont le Ghana, le Kenya et le Nigeria, sur une nouvelle unité de production de machines de fabrication et d'assemblage au Nigeria principalement pour le secteur pétrolier, sur des systèmes d'assistance à la clientèle en Afrique du Sud et d'autres activités.

Le Forum des entreprises États-Unis-Afrique, qui fait partie du sommet de trois jours à Washington, a permis à de nombreux chefs d'État africains de rencontrer des dirigeants d'entreprise américains et africains et a attiré l'attention sur des projets d'amélioration des infrastructures, du système financier, des chaînes d'approvisionnement et de la sécurité énergétique. Lors de cet événement, le Président américain Barack Obama s'est entretenu avec des chefs d'entreprise et des responsables gouvernementaux.

Aliko Dangote, le président de Dangote Group, a signé avec

des fonds de Blackstone Group un accord portant sur des investissements conjoints de 5 milliards de dollars dans des projets énergétiques en Afrique sub-saharienne, rappelant que rien ne fonctionne sans énergie.

Cette société nigérienne exploite notamment des cimenteries, des minoteries et des raffineries de sucre. Aliko Dangote s'est également prononcé en faveur de la poursuite des activités de la Banque d'import-export des États-Unis, faisant l'éloge du soutien qu'elle apporte aux sociétés africaines achetant des produits américains.

La Banque mondiale, qui s'est engagée à hauteur de 5 milliards de dollars à soutenir la production d'électricité, estime que 600 millions d'Africains (soit le tiers de la population du continent) sont dépourvus d'accès à l'électricité, malgré une croissance économique rapide qui devrait dépasser les 5 pour cent en 2015 et en 2016.



Le Président du Ghana, John Dramani Mahama, à gauche et Jay Ireland, Président et Directeur Général de GE Africa, discutent de l'expansion de l'accès aux sources d'énergie dans toute l'Afrique. AFP/GETTY IMAGES

L'Afrique devrait disposer d'une main d'œuvre plus importante que celle de la Chine ou de l'Inde d'ici à 2040, et revendique une classe moyenne dont la croissance est la plus rapide à l'échelle mondiale et qui soutient la demande de biens de consommation.



Plusieurs pays accordent un prêt et apportent leur expertise pour la construction d'une CENTRALE ÉOLIENNE

THE EASTAFRICAN

L'Overseas Private Investment Corp. (OPIC) vient d'approuver un prêt de 250 millions de dollars destiné à une centrale électrique de 300 mégawatts dans le nord du Kenya.

Les accords de financement pour le Projet d'énergie éolienne du lac Turkana (Lake Turkana Wind Power project, ou LTWP) ont été signés en mars 2014. Le conseil d'administration de l'OPIC, un organisme du gouvernement américain, a approuvé en mai 2014 ce prêt de 250 millions de dollars destiné au développement, à la construction, à la mise en service et à l'exploitation du parc éolien.

La société norvégienne DNV GL va fournir à la Kenya Electricity Transmission Co. (KETRACO) une expertise technique en vue de la construction de 426 kilomètres de câbles aériens permettant le transfert de 300 mégawatts provenant de la centrale LTWP. Le coût de la ligne de transport d'électricité devrait s'élever à 191,5 millions de dollars.

« La construction de notre parc éolien pourra commencer après le démarrage de la ligne de transport d'électricité de la KETRACO », a indiqué Carlo Van Wageningen, le directeur du projet.

Il a précisé que les premiers 50 mégawatts du projet LTWP seraient en service 27 mois après le démarrage de la construction et que l'ensemble du parc éolien serait opérationnel après 32 mois.

David Walker, le directeur général de DNV GL, a indiqué que l'électricité produite par la centrale serait injectée dans le réseau électrique national à Suswa. « La ligne de transport de 400 kilovolts représentera une part importante de l'infrastructure de production d'électricité du pays, car elle permettra la fourniture de l'énergie renouvelable à faible coût des 300 mégawatts de LTWP et des futures centrales géothermiques », a-t-il ajouté.

Pour cette centrale, un contrat d'achat d'électricité de 20 ans a été signé avec Kenya Power, le distributeur d'électricité.

Des responsables du Projet d'énergie éolienne du lac Turkana examinent un mât qui mesure la direction et la vitesse du vent dans un site d'étude à Loiyangalani, près du lac Turkana dans le nord du Kenya, en 2012.

AFP/GETTY IMAGES

LA MARINE MAURITANIENNE DÉVOILE UN PLAN QUINQUENNAL



Le patrouilleur de la Marine nationale mauritanienne Limam el Hadrami.

DEFENCEWEB

MILITARYPHOTOS.NET

La Marine nationale mauritanienne a dévoilé un plan quinquennal de développement qui comprend l'acquisition de deux patrouilleurs (OPV) de 60 mètres et un nombre, non divulgué, de navires de taille moyenne pour assurer la sécurité du littoral Atlantique du pays, long de 754 kilomètres.

Selon IHS Jane's, le gouvernement entend aussi créer trois nouveaux bataillons de fusiliers marins, afin que le pays puisse renforcer le contrôle aux frontières maritimes et mener des patrouilles efficaces dans la zone économique exclusive de 235.000 kilomètres carrés.

Lorsqu'il a présenté le plan, lors d'une cérémonie à la base navale de Nouadhibou, le commandant de la Marine mauritanienne, l'amiral Issekou Ould Cheik el-Weli, a déclaré que les deux OPV étaient en cours de construction, mais sans révéler le nom du constructeur ni le pays où ils avaient été commandés.

La Marine entend renforcer sa flotte de patrouilleurs, estimée à 10 patrouilleurs et garde-côtes, y compris le navire amiral Limam el Hadrami P-601, un patrouilleur de

classe Huang offert par le gouvernement chinois en 2008. Le gouvernement espagnol a fait don de deux aéronefs de patrouille maritime Airbus Military C212-200, entre 2008 et 2011, renforçant ainsi la capacité limitée d'appui aérienne de la marine mauritanienne pour les missions de recherche et de sauvetage.

La Marine opère à partir de deux bases – l'une dans la capitale Nouakchott et l'autre dans la ville côtière de Nouadhibou. Elle emploie 650 marins, y compris une division d'infanterie de marine et devrait bénéficier de la création de trois nouveaux bataillons de fusiliers marins.

La Marine est confrontée à la criminalité maritime, y compris un nombre croissant d'embarcations de fortune, surchargées d'immigrants clandestins, qui traversent ses eaux territoriales en route vers l'Espagne. En raison de la porosité de ses frontières terrestres et maritimes, le pays est aussi confronté à de graves problèmes de trafic de drogues et d'armes et de contrebande de marchandises, causés par des membres d'organisations criminelles, dont certaines sont liées au financement de milices terroristes en Afrique du Nord.

Les Pays D'Afrique De L'Ouest Tracent Les Armes De Petit Calibre

PERSONNEL D'ADF

Plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest font d'important progrès dans le marquage et le traçage de toutes les armes à l'intérieur de leurs frontières, en application de la Convention sur les armes légères et de petit calibre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Au Ghana, la Commission nationale sur les armes légères et de petit calibre a annoncé le lancement de projets pour graver le logo de la CEDEAO sur toutes les armes du pays comme l'exigent les normes internationales.

La démarche fait partie d'un large train de mesures de contrôle des mouvements des armes de petit calibre dans le pays, a déclaré Jones Bortey Applerh, secrétaire exécutif de la commission, en avril 2014. « Nous essayons d'apposer le logo de la CEDEAO sur les armes... de sorte que lorsqu'une arme disparaît, nous puissions retracer son origine », a-t-il dit.

Applerh a ajouté que la commission avait commencé à enregistrer les armes détenues par les organes militaires et paramilitaires du pays et que l'opération serait bientôt étendue aux civils.

De même, en Sierra Leone, la Commission nationale sur les armes de petit calibre, a développé un programme informatique pour attribuer des codes d'enregistrement à toutes les armes détenues par les pouvoirs publics et par les civils. Selon un rapport du groupe Action on Armed Violence (AOAV), l'opération consiste à graver sur les armes une identification unique, ainsi que le logo de la CEDEAO, le code de pays de la Sierra

Leone, le code de l'autorité de sécurité, la date et le numéro de série de l'arme. L'AOAV a fait don de machines et a financé le voyage d'un militaire et d'un policier aux États-Unis pour qu'ils soient formés à l'utilisation des machines. À leur retour en Sierra Leone, ils ont formé, à leur tour, chacun 10 personnes.

Adoptée en 2006, la Convention de la CEDEAO exige des pays signataires qu'ils marquent les armes et créent une base de données nationale pour y enregistrer les armes légères et de petit calibre qui se trouvent dans leur pays.



Un fusil est gravé lors du lancement du programme d'informatisation et de marquage des armes en Sierra Leone. ACTION ON ARMED VIOLENCE



Les pays d'Afrique de l'Est s'engagent à fournir 5.000 hommes pour la Force en attente

DEFENCEWEB

La Force est-africaine en attente (FEAA) sera bientôt une réalité. Dix pays se sont engagés à apporter une contribution sous la forme de trois bataillons motorisés, un bataillon mécanisé et un bataillon d'infanterie légère de 850 hommes chacun. La FEAA devrait être opérationnelle d'ici décembre 2014, sous les auspices de l'Union africaine.

Une résolution visant à établir la force régionale de réaction rapide, longtemps attendue, a été adoptée par les chefs d'État, ministres de la Défense et chefs militaires de la région, lors d'une réunion à Kigali, au Rwanda, en août 2014. Le Rwanda préside le Conseil des ministres de la Défense des pays d'Afrique de l'Est et le Comité des chefs d'état-major des États d'Afrique de l'Est. Le porte-parole des forces armées du Rwanda, le général de brigade Joseph Nzabamwita, a déclaré au quotidien rwandais *The New Times* que les États membres se sont déjà engagés à apporter une contribution substantielle à la force en termes

Des agents de police participant à la Mission de l'Union africaine en Somalie s'apprêtent à monter à bord d'un avion des Nations Unies à Mogadiscio.

AFP/GETTY IMAGES

d'hommes et de matériel.

Les chefs des services régionaux de défense, de renseignement et de sécurité du Burundi, des Comores, de Djibouti, d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda, du Rwanda, des Seychelles, de Somalie et du Soudan, réunis à Kigali, ont aussi convenu que chacun des pays apporterait sa contribution à la création de quatre unités de police comprenant chacune entre 140 et 170 agents pour appuyer la composante de maintien de la paix civile lors des

déploiements actifs. D'autres engagements envers les services de soutien au combat concernent deux hôpitaux, des éléments du génie et des forces spéciales.

Nzabamwita a déclaré : « Sur les forces promises, nous avons obtenu tous les soldats et agents de police dont nous avons besoin pour mettre à la disposition de la force afin de lui permettre de procéder à tout moment à des déploiements rapides. »

La FEAA ne sera pas stationnée dans un pays donné ; chaque pays hébergera et entretiendra son propre contingent et le déploiera en cas de nécessité. La force sera la force régionale de réaction rapide de l'Union africaine et sera habilitée à intervenir dans les conflits régionaux pour prévenir les pertes de vies humaines et maîtriser les insurrections armées dans la région. Le ministre rwandais de la Défense, le général James Kabarebe, a déclaré qu'il ne fallait pas attendre les bailleurs de fonds, mais financer rapidement l'initiative, parce que la région est très en retard par rapport au reste de l'Afrique en ce qui concerne la réalisation de l'objectif du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, qui est de disposer d'une force de maintien de la paix de 5.000 hommes par bloc régional, d'ici décembre 2014.

L'AFRIQUE DÉPASSE L'ASIE DANS LES SAISIES D'IVOIRE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les pays africains combattent le braconnage d'ivoire avec d'importantes saisies qui dépassent, pour la première fois, celles faites dans la destination de choix, l'Asie, comme l'ont rapporté les autorités de réglementation de la faune et de la flore des Nations Unies, en juin 2014.

Jusqu'à récemment, il était rare qu'une demi-tonne métrique, ou plus, d'ivoire soit saisie, dans la mesure où elle l'était, avant que ce matériau précieux ne quitte l'Afrique. Selon une étude publiée par le secrétariat de la Convention sur le commerce international de la faune et de la flore sauvages menacée d'extinction (CITES), la situation a changé en 2013.

Depuis mars 2013, pour la première fois, « davantage de grosses prises ont été faites en Afrique qu'en Asie », a indiqué la CITES dans un rapport sur le braconnage des éléphants et le commerce illicite d'ivoire. Quatre-vingt pour cent des prises ont eu lieu dans trois pays – le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda – qui figurent parmi les huit pays sommés par le secrétariat de la CITES en mars 2013, de mettre en place un Plan d'action national pour l'ivoire afin de s'attaquer au problème.

Selon Ben Janse van Rensburg, un ancien officier de police sud-africain, qui dirige le service d'appui à la lutte contre la fraude de la CITES, le fait que le lieu des saisies se soit déplacé est extrêmement important. « Jusque-là, ces grosses cargaisons arrivaient à quitter l'Afrique avant d'être détectées. À présent, elles sont détectées, ce qui est la preuve que ces pays ont commencé à mettre en œuvre des mesures pour combattre ce commerce illicite », a-t-il déclaré.

Ce changement donne une indication de ce qui peut être réalisé avec un « effort collectif soutenu et coordonné » pour lutter contre le braconnage des éléphants et la contrebande d'ivoire tout au long de la chaîne de valeur, a-t-il ajouté.

Les autorités togolaises ont saisi ce stock d'ivoire, sur la photo en février 2014, dans le port de Lomé. Le Togo intensifie ses efforts de lutte contre la contrebande d'ivoire après en avoir saisi de grandes quantités, un avertissement aux contrebandiers que le pays ne sera plus une étape dans le commerce illicite.



AFP/GETTY IMAGES



Le vaccin oral contre le choléra est un succès EN GUINÉE

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Un vaccin oral contre le choléra s'est révélé très efficace et pourrait changer la manière dont les épidémies futures pourront être endiguées. L'association humanitaire d'aide médicale Médecins sans Frontières affirme que le vaccin a été utilisé lors d'une épidémie en 2012 en Guinée.

L'étude sur le vaccin oral, connu sous le nom de Shanchol, a été menée par Épicentre, l'institut de recherche affilié à Médecins sans Frontières. Le choléra est une maladie qui se transmet par l'eau et qui provoque des diarrhées graves. Il sévit généralement dans des pays où l'assainissement est insuffisant et l'eau potable insalubre. Le traitement consiste habituellement en une réhydratation orale.

L'épidémiologiste Rebecca Grais a déclaré : « Je pense que ce qui est intéressant et ce que cette étude ajoute, qui n'a pas encore été démontré jusqu'à présent, c'est la possibilité d'inclure un vaccin oral contre le choléra dans l'arsenal des instruments utilisés pour circonscrire une épidémie de choléra. C'est la première fois que le vaccin a été utilisé en Afrique subsaharienne pour contrôler une épidémie. »

Les résultats ont été publiés dans le *New England Journal of Medicine* et Grais affirme qu'ils réfutent un certain nombre de mythes concernant le contrôle du choléra.

On a craint que l'utilisation du vaccin ne détourne des ressources du programme médical – que cela entraîne des problèmes logistiques – et qu'il n'aurait potentiellement pas d'effet. Mais l'étude a conclu que le vaccin est efficace.

Le vaccin a été administré en deux doses à deux semaines d'intervalle. Son taux de protection en Guinée était de 86 %. Plus de 316.000 doses ont été administrées en six semaines.

Grais a expliqué que l'avantage d'un vaccin oral par rapport à une injection est qu'il peut être administré par du personnel non médical. L'Organisation mondiale de la Santé et en train de stocker le Shanchol, l'un de deux vaccins contre le choléra dont elle a approuvé l'utilisation. L'étude indique que le Shanchol est le plus approprié pour les pays en développement, du fait de son coût abordable et parce qu'il est plus facile à produire, à transporter et à stocker.

Un agent sanitaire donne un vaccin oral contre le choléra à une femme, en mars 2014, dans un camp de Médecins sans Frontières au Soudan du Sud. AFP/GETTY IMAGES

Le Rwanda introduit

le contrôle des gaz à effet de serre

THE EASTAFRICAN

Le ministère des Ressources naturelles du Rwanda a dévoilé un nouveau système de contrôle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par la déforestation et la dégradation de l'environnement.

Adrie Mukashema, directrice générale adjointe chargée des forêts au ministère, a déclaré que le Plan de contrôle et de déclaration des gaz à effet de serre reflète l'engagement du Rwanda envers la protection de ses forêts et la promotion du développement durable.

« Même si nous n'en avons pas beaucoup, nous nous assurons que ce que nous avons est géré durablement », a-t-elle dit.

Le pays possède 700.000 hectares de forêt qui couvrent 28,8 pour cent du territoire.

Les membres de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont élaboré, en 2008, un programme visant à réduire les émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts.

Les pays désireux de participer au programme doivent mettre en place un système national de mesure, de contrôle et de déclaration des émissions et soumettre périodiquement des informations concernant les émissions.



Près de 30 pour cent du Rwanda est couvert de forêts. ISTOCK

Le Rwanda fait partie des 10 pays d'Afrique centrale qui ont reçu un financement de 400.000 dollars – du Fonds forestier du bassin du Congo – pour développer un système d'établissement de rapports. Il travaille à la mise en place d'un tel système depuis mai 2013 et, selon des responsables, celui-ci a été envoyé aux Nations Unies en juin 2014 pour approbation.

Donat Nsabimana, l'un des six experts qui ont mis sur pied le premier plan du Rwanda, a présenté le cadre à un groupe de spécialistes de l'environnement, lors d'une réunion à Kigali en juin 2014.



Des femmes vendent des légumes et d'autres denrées sur un marché à Lagos, Nigéria.

THE ASSOCIATED PRESS

Les Nations Unies appellent à éradiquer la faim à l'horizon 2025

CENTRE D'ACTUALITÉS DE L'ONU

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a averti qu'en dépit de récents progrès économiques notables, l'Afrique demeure le continent le plus touché par l'insécurité alimentaire. Elle a appelé tous les ministres de l'Agriculture africains à concentrer leurs investissements et leur soutien sur les petits agriculteurs, y compris les jeunes et les femmes.

À la 28^{ème} conférence régionale pour l'Afrique, qui s'est tenue à Tunis, en Tunisie, en mars 2014, les Nations Unies se sont félicitées de la croissance continue du continent depuis 1999 et ont appelé à la création d'un environnement favorable à l'éradication de la faim d'ici 2025.

Avec une augmentation moyenne du produit intérieur brut de 4,8 pour cent entre 2000 et 2010 – comparée à 2,1 pour cent lors de la décennie précédente – sept des 10 économies à la croissance la plus rapide de monde se trouvent en Afrique.

Le secteur agricole, notamment, a fait d'énormes progrès, avec une intensification de la production de denrées de base, l'amélioration des variétés de bananes en Afrique de l'Est et Centrale, des variétés de maïs à haut rendement en Afrique de l'Est et australe, une augmentation de la production de coton au Burkina Faso et au Mali, et enfin une augmentation des plantations de thé et de fleurs en Afrique de l'Est.

Onze pays d'Afrique ont déjà atteint le premier objectif du Millénaire pour le développement qui est de réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et

2015. Trois pays – Djibouti, le Ghana et São Tomé et Príncipe – ont atteint l'objectif encore plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, de réduire la faim.

Selon les Nations Unies, en dépit de tous les progrès réalisés, les niveaux de faim et de sous-alimentation restent inquiétants en Afrique subsaharienne, en particulier dans la région du Sahel et dans la Corne de l'Afrique. L'organisation estime que sur les 388 millions d'individus qui vivent dans une extrême pauvreté, 239 millions souffrent de sous-alimentation chronique.

Les Nations Unies insistent sur le fait qu'il existe des opportunités significatives d'encourager les petites exploitations agricoles et l'industrie agroalimentaire en Afrique, comme base de transformation et de commercialisation du secteur. Avec 40 pour cent de la population africaine vivant dans les villes et consommant la moitié de toute la nourriture, il convient de reconnaître l'importance des chaînes d'approvisionnement alimentaire entre les zones rurales et urbaines. Les décideurs doivent prendre en considération ce marché urbain, qui est plus accessible aux petits agriculteurs, au moins autant que le marché de l'exportation.

On trouve de nombreux exemples de la croissance dynamique des chaînes d'approvisionnement entre les zones rurales et urbaines à travers le continent : des meuniers et des marchands de teff à Addis Abeba en Éthiopie ; la chaîne d'approvisionnement de millet au Sénégal ; la chaîne d'approvisionnement de poulets dans les zones urbaines du Nigeria, du Mozambique et de beaucoup d'autres pays africains, et le développement rapide d'entreprises de traitement du lait liées aux petits exploitants au Kenya et en Zambie.

LES CENTRES COMMERCIAUX EN AFRIQUE SONT EN PLEIN ESSOR

AGENCE FRANCE-PRESSE

Une hausse du revenu disponible et la croissance de la classe moyenne africaine ont entraîné une augmentation du nombre de centres commerciaux à travers tout le continent, comme l'a indiqué un rapport de juin 2014.

Selon un rapport de Sagaci, une société d'analyses et d'études de marché, alors que les consommateurs cherchent de nouvelles manières de dépenser leur argent et que les investisseurs ne demandent qu'à les aider dans leur objectif, 14 nouveaux centres commerciaux ont ouvert leurs portes entre 2012 et 2013. L'Afrique du Sud non comprise, il y avait, selon le rapport, 242 centres commerciaux actifs sur le continent l'année dernière.

« La classe moyenne se développe, elle a besoin de dépenser son argent », a expliqué à l'AFP Julien Garcier, l'un des associés de Sagaci. Selon les analystes, plus de 180 nouveaux projets sont en cours de développement, portés « largement par les investisseurs locaux ».

Un seul centre commercial a fermé en 2013, celui de Westgate à Nairobi, au Kenya, après l'attaque du groupe extrémiste somalien Al-Shebab, qui coûta la vie à 67 personnes.

Selon le Fonds monétaire international, 150 millions de personnes sont considérées comme appartenant à la classe moyenne stable du continent. Un autre groupe de 150 millions de personnes constitue une classe moyenne « flottante » plus vulnérable qui pourrait facilement retomber dans la pauvreté à la suite de chocs financiers.

La croissance de l'économie des pays d'Afrique subsaharienne est l'une des plus rapides du monde, avec une augmentation de plus de 5 pour cent prévue pour 2014.

Bien que la majeure partie de la croissance du continent provienne du pétrole, du gaz et d'autres ressources naturelles, l'apparition d'une classe moyenne a aussi donné un coup de fouet à la consommation. Selon une étude de la Banque africaine de développement, publiée en 2011, près de 34 pour cent de la population africaine fait partie de la classe moyenne, un chiffre qui a triplé depuis 1980.

En mai 2014, le cabinet d'expertise comptable Ernst & Young a publié un rapport indiquant que de nombreux investisseurs se tournent vers « les secteurs liés à la consommation, face à la montée des classes moyennes en Afrique. »

Garcier a déclaré dans son étude que 30 pour cent des ménages, vivant dans les principales villes africaines, gagnent plus de 500 dollars par mois. Selon lui, dans tous les pays d'Afrique subsaharienne, la taille de la classe moyenne est « sous-estimée ».



Une femme d'affaires plébiscitée lance sa deuxième entreprise

PERSONNEL D'ADF

L'une des femmes d'affaires d'Afrique les plus acclamées, la fondatrice d'une marque de chaussures vendues dans plus de 55 pays dans le monde, a annoncé l'ouverture d'une deuxième entreprise.

En 2004, Bethlehem Tilahun Alemu a lancé soleRebels en Éthiopie, avec un capital de départ de 10.000 dollars, fourni par sa famille. L'entreprise fabrique et vend des chaussures en utilisant des techniques éthiopiennes traditionnelles et un design moderne. La plupart des chaussures sont une interprétation moderne des chaussures traditionnelles éthiopiennes, dont la semelle est fabriquée à partir de pneus recyclés.

En 2014, l'entreprise emploie 100 personnes et fait plus d'1 million de dollars de chiffre d'affaires. Elle espère atteindre 20 millions de dollars d'ici 2016.

Elle a été classée par CNN parmi les 12 « femmes intelligentes » dirigeantes d'entreprise du siècle dernier et elle a figuré sur la couverture du magazine *Forbes*. En juillet 2014, elle a été récompensée par la société médiatique panafricaine Face2Face pour ses « réalisations exceptionnelles dans l'entreprenariat ».

En mai 2014, Alemu a lancé sa deuxième entreprise, Republic of Leather, une boutique en ligne qui permettra aux clients de choisir comment et où les articles de cuir seront produits. Elle a déclaré au journal d'affaires numérique *How we made it in Africa* que les clients pourront commander en ligne des articles de cuir – tels que des vestes, des sacs et des gants – et faire personnaliser les détails. Ils pourront aussi choisir le lieu où leurs modèles seront fabriqués.

« J'ai vu qu'il y avait beaucoup d'endroits dans le monde où l'artisanat et la production du cuir avaient été minés et avaient déperdi, malgré leur importance économique », a-t-elle déclaré au magazine. « Je savais qu'une plate-forme qui puiserait dans ces riches ressources et talents mondiaux aurait le pouvoir de redynamiser ces centres de production et de créer des opportunités d'emplois fantastiques dans les communautés à travers le monde. »

Des ouvriers éthiopiens montent des chaussures dans un atelier créé par Bethlehem Tilahun Alemu à Addis Abeba.

AFP/GETTY IMAGES

Des Sud-Africains au Chômage

Lancent Leur Propre Affaire

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le chômage reste obstinément élevé en Afrique du Sud et c'est l'un des problèmes socio-économiques majeurs auxquels est confrontée la jeunesse du pays.

Pendant la première décennie de démocratie en Afrique du Sud, qui a suivi la fin de l'apartheid en 1994, la création d'emploi a été l'un des principaux objectifs du gouvernement. Toutefois, les efforts pour créer suffisamment d'emplois n'ont eu guère de succès.

L'Afrique du Sud a un taux de chômage de 25,2 pour cent, en augmentation de 1,1 pour cent par rapport à 2013. Mi-2014, plus de 5 millions d'individus étaient sans emploi. Si l'on prend la définition élargie du chômage, qui comprend les personnes qui ont cessé de chercher un emploi, le pourcentage est de 35,1.

Mais le chômage a un effet secondaire positif : il incite certains Sud-africains à devenir entrepreneur. Ludwick Marishane a lancé sa propre affaire alors qu'il était encore adolescent dans le Limpopo rural, une province extrêmement pauvre du nord de l'Afrique du Sud.

Certaines de ses idées n'ont pas abouti, mais l'inspiration lui est venue un jour où il paressait au soleil. Ses amis ne voulaient pas prendre un bain et se demandaient pourquoi personne n'avait inventé un produit pour remplacer la douche. Quelques années plus tard Marishane avait inventé le gel DryBath, un gel



Ludwick Marishane

de douche sans eau qui représente une économie de temps pour certains, mais peut aussi bénéficier à ceux qui n'ont pas accès à l'eau.

Marishane a rédigé un plan d'entreprise de 8.000 mots sur un simple téléphone mobile, lors de sa dernière année d'études et il l'a envoyé à 80 investisseurs en capital-risque. Mais personne n'a voulu prendre le risque d'investir dans un produit qui n'aiderait principalement que les pauvres, a-t-il dit.

Il a présenté son produit dans des concours et a lentement accumulé un capital pour développer son affaire. Marishane est maintenant le plus jeune détenteur de brevet d'Afrique du Sud. L'entreprise revendique d'avoir fourni

445.490 bains, tout en ayant économisé 35,6 millions de litres d'eau, ce qui est crucial pour un pays en proie à une pénurie d'eau.

Marishane cite l'éducation comme l'un des plus grands avantages pour lancer une entreprise.

Jason Basel est le fondateur et président d'Àkro Organization, qui a pour but de rassembler de jeunes entrepreneurs et de leur fournir des connaissances pratiques et des stratégies proactives pour les aider à lancer leur entreprise. « L'entrepreneuriat et l'éducation – c'est avec cela que l'on réduit le chômage », a déclaré Basel. Il a ajouté que le manque d'éducation pratique en matière d'affaires empêche les gens de mettre leurs idées en pratique.

Les Africains s'accordent sur le besoin de « transformation »

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les gouvernements africains et le Fonds monétaire international (FMI) sont convenus qu'il était urgent d'exploiter la croissance économique rapide du continent face aux troubles et aux multiples défis qui modèrent l'enthousiasme quant à l'essor du continent.

Lors d'une conférence tenue le 30 mai 2014 à Maputo, la capitale du Mozambique, le FMI, les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales ont déclaré qu'il était urgent de procéder à une « transformation structurelle », de sorte que les citoyens ordinaires puissent aussi profiter de l'essor.

Bien que l'Afrique subsaharienne compte parmi les régions du monde dont la croissance est la plus rapide, la pauvreté généralisée, les graves troubles survenus récemment au Nigeria, au Soudan du Sud et dans la région du

Sahel, ainsi qu'une éventuelle récession en Afrique du Sud, ont tempéré l'enthousiasme concernant l'« essor » africain.

Selon la déclaration conjointe de Maputo, « l'action des pouvoirs publics doit être conçue de manière à ce qu'une poussée de la croissance puisse aussi stimuler la transformation structurelle. »

Bien que les caisses des gouvernements aient longtemps été remplies par les produits de la richesse minière, la corruption, les contrats louches et la mauvaise gestion n'ont pas amélioré le sort de l'homme de la rue. Le réseau routier du continent est toujours déficient et l'approvisionnement en énergie est insuffisant. Selon la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, l'Afrique subsaharienne doit investir plus de 90 milliards de dollars pour mettre ses infrastructures à niveau, ce qu'ont admis les

gouvernements en déclarant : « L'Afrique subsaharienne devra redoubler d'efforts pour exploiter les possibilités offertes par ses abondantes ressources naturelles et veiller à ce que les fruits de ces activités soient équitablement répartis. »

Lagarde a déclaré que les décideurs politiques ne se faisaient pas d'illusion quant à l'étendue des problèmes auxquels l'Afrique reste confrontée.

« Il y a clairement eu une tendance solide de croissance, même pendant la crise financière, c'est surprenant. Il y a, aussi, des grands problèmes à résoudre et des risques potentiels à l'horizon », a-t-elle déclaré.

Mais elle a souligné que la situation s'était améliorée par rapport aux décennies passées.

« Faites un retour en arrière. Comment était-ce il y a 10 ans ? »

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR

PERSONNEL D'ADF



éopold Sédar Senghor était un intellectuel, un écrivain, un universitaire, un homme d'État et le premier président du Sénégal. Il a écrit l'hymne national sénégalais, et se considérait par-dessus tout comme un poète.

Mais ses écrits montrent qu'il était, avant toutes choses, un Africain.

Senghor est né en 1906 à Joal, une ville sur la côte du Sénégal. Envoyé en pension à l'âge de 8 ans il s'est rapidement établi une réputation d'élève appliqué et d'étudiant studieux. Après l'école secondaire, une bourse

partielle lui permit de poursuivre ses études en France. Son départ pour la France a marqué le début, comme il l'a dit, de « 16 années d'errance ».

Après avoir obtenu son diplôme à l'université de Paris, il est resté en France où il a enseigné et poursuivi ses études. Mais en dépit de son succès, il souffrait encore du racisme ambiant. C'est pendant cette période qu'avec d'autres intellectuels noirs en Europe, il inventa le concept de « négritude », transformant l'insulte raciste « nègre » en une expression positive pour les Africains. La négritude devint le symbole de la célébration de l'histoire africaine, de l'ouverture à la culture et à la société traditionnelles africaines et du rejet du colonialisme et du racisme.

En 1939 il fut enrôlé dans l'armée française – il avait été naturalisé en 1932 – et, malgré sa formation universitaire il n'obtint pas le grade d'officier. Un an plus tard, lorsque l'Allemagne envahit la France, il fut fait prisonnier et passa deux ans en captivité à écrire des poèmes.

Après la Seconde Guerre mondiale, Senghor a repris l'enseignement et est entré en politique se faisant élire député à l'Assemblée Nationale française. Alors que les mouvements d'indépendance s'étendaient en Afrique, il en appela au général de Gaulle, en 1959, pour réclamer le statut d'État pour le Sénégal.

L'année suivante, le Sénégal devint une république indépendante et, le 5 septembre 1960, Senghor fut élu président. Il s'est initialement concentré sur les relations internationales, alors que son premier ministre, Mamadou Dia planifiait le développement à long terme du Sénégal. Ils se brouillèrent rapidement et, en 1962, accusé d'avoir projeté de renverser Senghor, le premier ministre fut arrêté et condamné à 12 ans de prison.

Après l'incarcération de Dia, Senghor mit en place un système autoritaire de parti unique, comme c'était le cas dans beaucoup de pays d'Afrique. Il ne tolérait pas que l'on conteste son autorité et a déclaré un jour qu'« on ne peut pas gouverner un pays sans les murs d'une prison ».

Mais Senghor s'est montré capable d'apporter le changement. Il décida, quatorze ans plus tard, que le Sénégal devait être une véritable démocratie avec, à l'origine, trois partis politiques. Avec cette nouvelle démocratie, Senghor accorda à la presse de nouvelles libertés.

Senghor était un président intelligent et visionnaire. Bien que socialiste, il a pris ses distances avec l'idéologie anti-occidentale qui prévalait à l'époque. Il a maintenu des liens étroits avec la France et l'Occident. Son « socialisme africain » était démocratique, pragmatique et fondé sur la tradition africaine du partage.

Sa présidence a établi la stabilité politique au Sénégal, qui reste l'un des rares pays d'Afrique à n'avoir jamais connu de coup d'État. Chaque passation de pouvoirs – le Sénégal n'a eu que quatre présidents – s'est déroulée sans heurts.

Lorsque Senghor décida, en 1980, de céder le pouvoir, il fut le premier président africain à quitter volontairement ses fonctions.



Le président sénégalais Léopold Sédar Senghor prête serment lors de son discours d'inauguration, le 9 décembre 1963, à Dakar. AFP/GETTY IMAGES

À SA MORT EN 2001, L'ÉPITAPHE DU POÈTE QU'IL FUT TOUTE SA VIE ÉTAIT UN POÈME QU'IL AVAIT ÉCRIT :

*Quand je serai mort, mes amis, couchez-moi sous Joal-l'Ombreuse.
Sur la colline au bord du Mamanguedy, près l'oreille du sanctuaire
des Serpents.*

Mais entre le Lion couchez-moi et l'aïeule Tening-Ndyae.

Quand je serai mort mes amis, couchez-moi sous Joal-la-Portugaise.

*Des pierres du Fort vous ferez ma tombe, et les canons garderont
le silence.*

Deux lauriers roses – blanc et rose – embaumeront la Signare.

INDICES

- 1** Rome a conquis cet ancien comptoir punique et l'a converti en une base destinée à la conquête des royaumes de la Mauritanie.
- 2** Le site comporte des ruines byzantines, paléochrétiennes, phéniciennes et romaines, parallèlement à d'autres monuments autochtones.
- 3** Cette localité côtière renferme l'une des nécropoles les plus anciennes et les plus complexes du monde punique — du VIe au IIe siècle av. J.-C.
- 4** Les Vandales ont envahi la cité en l'an 430, et les Byzantins l'ont reconquise en 534. Elle est tombée en déclin au VIe siècle et ne s'est jamais relevée.



PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*).....

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

